

Mes derniers cahiers

sixième série

n° 3

François Brigneau

**AVANT DE  
PRENDRE CONGÉ**

Réponses à Anne Le Pape

(première partie)

PUBLICATIONS FB

François Brigneau

1939-1940

# L'année terrible



LE DERNIER ÉTÉ DE LA PAIX ★ LE PREMIER HIVER  
DE LA GUERRE ★ L'EXPLOSION DU PRINTEMPS ★

★ L'ESPÉRANCE SUR LES RUINES ★

Prix : 130 F franco

**Mes derniers cahiers**

---

sixième série

n° 3

François Brigneau

**AVANT DE  
PRENDRE CONGÉ**

Réponses à Anne Le Pape

(première partie)

PUBLICATIONS FB



**Anne Le Pape — Me permettez-vous d'attaquer par une question indiscrète ?**

**François Brigneau** — Je ne vous le permets pas, je vous y engage. Il faut toujours commencer par des questions indiscrètes. Elles attirent le lecteur. Elles l'appâtent. Il a le sentiment que des secrets vont lui être livrés. A tout le moins que l'auteur, n'étant plus le seul maître de son discours, pourrait se trouver dans l'embarras. L'auteur, c'est le dompteur de l'histoire. Les spectateurs du cirque le suivent pour le voir mater les lions, en espérant qu'il sera, un jour, bouffé par eux. Allez, ma belle...

**— Vous avez intitulé le dernier des "Derniers cahiers" : *Avant de prendre congé*. Quand vous l'aurez terminé, vous n'écrirez plus ?**

— Il est vraisemblable que je continuerai à écrire tant que j'en aurai la force et l'envie, tant que je trouverai le plaisir, la satisfaction intellectuelle, et, disons-le, le certain réconfort que me donne cet exercice quotidien, de huit à treize heures, assis dans mon lit, un carton à dessin faisant fonction d'écrivoire sur les genoux. Vous vouliez des indiscrétions, en voilà.

*Avant de prendre congé* clôt le cycle des "Cahiers". Sans me prendre trop au sérieux, mais en prenant très au sérieux la situation où se trouvent la France et les Français, je vais donner mon avis sur les problèmes qui s'imposent.

Certains de ces avis surprendront ou choqueront. Ce sera ce que je pense, ce que je crois, mon intime conviction, en toute liberté, pour autant que l'on soit jamais tout à fait libre.

Nous allons nous promener ensemble dans le passé et dans notre passé, dans le présent et dans notre présent, dans l'avenir et dans ce qui pourrait être votre avenir. Nous allons deviser ensemble, sans haine (« *Ce cœur de vieux soldat n'a point connu la haine...* ») et sans crainte, comme le feraient des amis qui se fréquentent depuis sept ans. Au moins...

C'est en effet au printemps de 1991 que nous avons commencé à publier ces "Cahiers". Interdits de fait d'édition, de diffusion, de librairie, de réclame, d'existence médiatique, le succès — relatif mais réel pour un ouvrage vendu par correspondance — de 39-40, *l'année terrible*, nous avait incités à tenter l'aventure. Elle fut résumée par ce placard adressé à nos lecteurs :

Sur des sujets demandant plus de place que n'en peut offrir le mensuel ou l'hebdo, les Publications FB lancent une collection de fascicules (format 135 x 210, entre 64 et 92 pages), entièrement rédigés par François Brigneau. Ce sont : "Mes derniers cahiers", nationalistes, anticonformistes, contre le despotisme cosmopolite, pour la défense de la France française. Le premier numéro paraît en juin. Il sera consacré à

*Mgr Lefebvre,  
l'évêque de la tradition.*

Le titre réel fut : *Pour saluer Mgr Lefebvre*. Henry Coston, qui pratiquait ce genre d'édition directe depuis belle lurette, m'avait prodigué ses conseils. Il redoutait que le sujet restreigne le public d'un numéro de lancement. Il n'en fut rien. *Pour saluer Mgr Lefebvre* compte au nombre de nos bonnes réussites. Les catholiques de tradition me connaissaient depuis l'*Anti-89*, et le tour de France que je

fis avec l'abbé Aulagnier, lui, un bréviaire d'une main, l'autre au volant, à fond la caisse, de conférence en conférence, ça décoiffait... Heureusement, les anges gardiens ignorent la grève... Nos premiers abonnés furent donc les "tradis". Ensuite, l'éclectisme des sujets, certaines scènes des nouvelles, une écriture un peu vive, désorientèrent quelques-uns. Les autres nous sont restés fidèles. Il y a des noms que je ne vois jamais passer sans émotion — et pas seulement parce qu'ils sont sur des chèques, je vous prie de me croire...

A l'époque, je n'envisageais pas de dépasser deux séries de quatre numéros chacune. D'où le titre général : "Mes derniers cahiers", source de réjouissantes plaisanteries sur Brigneau, forçat de la plume.

« — Et François ?

— *Il n'arrête pas d'écrire ses nouveaux "Derniers cahiers".* »

Les rires redoublèrent quand, après avoir solennellement annoncé que la cinquième série mettrait fin à la collection, je mis la sixième en chantier. Un ami déclara que pour les sorties de théâtre et les adieux à répétition, j'allais être aussi fort que Mistinguett. C'était flatteur, mais inexact. Pour ce qui est de lever la gambette en cadence, je n'arriverai jamais à la cheville de la Miss.

Les persifleurs n'en avaient pas moins raison. Les huit "Derniers cahiers" prévus seront vingt-quatre. Comme il n'y aura pas de vingt-cinquième, *Avant de prendre congé* convient très bien, si on n'oublie pas d'ajouter : et pour remercier les lecteurs, pour vous remercier, Madame la directrice, pour remercier la petite équipe qui m'a permis, sans à-coups, sans dettes, sans querelles, sans crises, de mener l'entreprise à bien. Sans elle, sans vous, sans eux, sans les "Cahiers" qui furent le moteur et la pompe à finances de l'opération, les Publications FB n'auraient pas duré huit ans.

## — L'arrêt des "Cahiers" condamne donc les Publications ?

— Non, mais elle entraîne leur modification. C'étaient les "Cahiers" qui permettaient aux Publications d'équilibrer leur budget. Malgré un tassement des ventes et une augmentation de nos frais, nous avons toujours réglé nos fournisseurs dans le mois et souvent par retour de la facture. Les rétributions que nous pouvions offrir à nos collaborateurs n'étaient pas somptueuses. Versées aux dates promises, elles n'étaient pourtant pas misérables. Ce n'est pas si fréquent dans le monde de l'édition.

Malheureusement, le travail de recherche, de composition et d'écriture qu'exigent les "Cahiers", j'éprouve de plus en plus de difficultés à l'assumer. J'ai cru que je n'arriverais pas à terminer *Le racisme judiciaire*, ou, plus exactement, à réduire ce que j'avais rédigé aux dimensions d'un numéro pourtant double. Vous savez les tourments que me donnèrent le *Vallat*. La conscience professionnelle m'avait obligé à l'arrêter à mi-parcours, en plein élan, pour raconter le *Hold-up raté*, et la reprise fut difficile. Je ne retrouvais plus l'émotion du début. Je ne réussissais plus à recréer l'ambiance, le climat. Je ne pouvais plus lui consacrer que quatre jours par semaine, les autres étant pris par *National Hebdo*. Le temps filait. Jamais nous ne serions sortis pour les BBR. Je me faisais un sang d'encre — l'expression n'a jamais mieux convenu. Finalement tout s'est arrangé. Nous étions présents et *Vallat* a reçu un accueil qui m'a ragaillardé. J'en avais besoin. Je marchais sur les genoux. Je ressemblais à Quasimodo engagé dans le cent mètres. Il était sage de mettre un terme aux "Cahiers".

Leur disparition n'entraîne pas pour autant celle des Publications FB. Leur activité sera réduite, mais nous conserverons une structure légère. Elle nous permettra de garder le contact avec les lecteurs qui nous suivent



et de leur rappeler, à certaines occasions, les livres que nous avons édités et les "Cahiers" qu'ils pourront encore se procurer chez nous (après *Philippe Pétain*, quelques autres titres vont aussi être épuisés). En outre, la situation de l'édition n'ayant pas changé en France, les nouvelles Publications FB serviront aussi à éditer et à diffuser, directement du producteur au consommateur, ce que j'espère encore avoir le plaisir d'écrire.

— **Comptez-vous donner une suite à *Mon après-guerre* ? On nous le demande souvent.**

— Je ne crois pas que la situation le permette. *Mon après-guerre* se terminait en mars 1963, sur l'exécution de Bastien-Thiry. Nous subissions alors la deuxième épuration gaullo-communiste. Comme lors de la première, les arrestations se multipliaient. Derechef, les juges jugeaient à la chaîne, au sifflet et sur ordre. De nouveau, le délit d'opinion se payait en amendes, en nouvelle indignité nationale, en retrait de décorations, en difficultés professionnelles. Une fois de plus, le seul fait d'avoir cru à la parole du chef de l'Etat de Droit coûtait de la prison et pouvait valoir la mort, le tout dans le je m'en foutisme total de la grande majorité du pays. A de rares exceptions près — mais elles existaient — les journaux, les radios, la télé nous étaient hostiles. Les porteurs de valises dénonçaient les porteurs de drapeaux à la flicaille, qu'elle fût officielle ou officieuse, et à la haine. Etait-ce l'âge ? Une gaieté naturelle qui commence à s'éloigner ? Je n'avais pas pour autant le sentiment de vivre dans un camp retranché. Aujourd'hui, si. Je sais que toute critique d'un ami, si justifiée qu'elle semble, est une arme donnée à l'ennemi. Dans ces conditions, comment écrire ses souvenirs ?

C'est impossible. Dans *Mon après-guerre*, j'évoquais surtout mon passage dans la "grande" presse, ou celle qu'on nomme ainsi : le *France-Dimanche* de Max Corre, les journaux de Robert Hersant, *Paris-Presse*, *L'Aurore*. Tout en reconnaissant ce que j'y avais appris, je n'avais jamais été de la famille. Je pouvais y aller gaiement, en toute liberté, et apporter ma vérité, sans indulgence. Sur notre presse : *Paroles françaises*, *l'Indépendance française*, *La Fronde*, *Rivarol*, je fus quelquefois vif, trop vif sans doute — on m'a beaucoup reproché mon portrait de René Malliavin — mais pas plus vif qu'on ne l'avait été avec moi. Surtout je fus bref, ce que je ne pourrais plus être aujourd'hui. Depuis 1964, à l'exception de *Télé-Magazine*, je n'ai plus écrit que dans nos journaux, périodiques et revues : *Minute*, (de 1964 à 1987), *Le Clan*, *Le Crapouillot*, *Itinéraires*, *Présent* (de 1982 à 1986), *National Hebdo* (à partir de 1987), *Mes derniers cahiers*. La vie n'y fut pas toujours rose, ni heureuse, ni exemplaire. On s'en doute. Les opinions politiques ne changent pas grand-chose à la nature des hommes. Nous avons tous nos défauts. Nous avons tous commis des erreurs et des fautes. Un exemple. En 1964, je suis à *L'Aurore*. J'y jouis d'un statut royal : grand reporter, et chroniqueur judiciaire. Jean-François Devay me demande des articles à *Minute*. Nous tombons d'accord. « *Sans périodicité régulière, au gré de l'actualité et des humeurs.* » M. Robert Lazurick, patron et propriétaire de *L'Aurore* refuse. Alors que Jean Boizeau, son rédacteur en chef chargé des pages magazines, est, à *Minute*, le bras droit de Devay, il m'interdit d'y écrire. L'entrevue est très orageuse. Je claque la porte. « *C'est une folie*, dit Gilbert Guilleminault, rédacteur en chef de *L'Aurore*, à qui je devais d'y être entré. *On ne fait pas de carrière*, à *Minute*. » Mais je n'ai jamais fait de plan de carrière... C'était plus sage. A *Minute*, à peine Jean-François Devay a-t-il annoncé mon arrivée, avec le titre de rédacteur en chef-adjoint, chargé du pamphlet hebdomadaire et de repor-

tages au long cours, que des mouvements divers se font jour. Une pétition, avec demande de signatures, circule : « *Non à Brigneau. Il va trop marquer le journal.* »

Depuis ma sortie de prison, j'avais souvent connu l'hostilité et parfois le rejet. Je ne fus admis à l'Association de la Presse judiciaire qu'après un jugement où je n'eus pas l'autorisation de présenter ma défense, et un vote. Je n'y avais pas que des amis. Certains assuraient qu'on m'avait vu en uniforme allemand sur les Champs-Élysées, et qu'il existait une photo de cet événement. La photo ne fut jamais produite. Et pour cause... Les seuls uniformes que j'ai portés étaient des uniformes français. Si je m'étais engagé à la LVF ou à la Waffen SS pour lutter contre une idéologie et un système qui a fait, au moins, 80 millions de victimes, je ne l'aurais pas dissimulé. Ce n'avait pas été le cas, voilà tout. Mais Madeleine Jacob ne le croyait pas. Chaque fois que j'entrais dans une salle d'audience, elle me fusillait, du regard heureusement.

— Si elle vous embête trop, dites-le moi, me déclara un jour Mme Lazurick, née Francine Bonitzer, qui, aux heures claires de l'Épuration, avait été une redoutable journaliste judiciaire. J'ai de quoi lui faire rabattre son caquet.

Je n'en fis rien, on s'en doute. Solitaire, à l'écart, je m'appliquais à manœuvrer pour éviter l'éclat, l'affront, et leurs conséquences. Ce n'était pas glorieux. C'était vital. J'avais charge d'âmes et mes âmes avaient des ventres. Elles faisaient quatre repas par jour, sans parler des casse-croûtes subreptices, qui n'étaient pas les moins importants. Je me considérais comme un homme des cavernes. Tous les matins, vêtu de peaux de bête, je quittais ma tanière pour aller chasser le bison d'Europe dans des forêts pleines de dangers. Quels que soient les périls, il fallait en ramener des quartiers saignants, sur l'épaule. Les petits attendaient en salivant, autour du feu. Cette image justifiait toutes les ruses. Elle m'interdisait d'atta-

cher trop d'importance aux démangeaisons de la susceptibilité. J'étais en territoire ennemi. Je ne prétendais jamais être celui que je n'avais pas été. Les rebuffades et les offenses étaient donc normales. J'avais fini par être blindé.

En revanche, à *Minute*, je me trouvais en territoire ami, en principe, entouré de camarades accordés sur l'essentiel. Cette pétition me tournait sur le cœur. Je n'étais donc pas si blindé que je le croyais. Tant d'années après, je l'ai toujours en tête. Je me revois, le soir, revenant à vélo de la rue du Croissant à Saint-Cloud, et mettant le pied à terre dans le bois de Boulogne. Les larmes m'étouffaient. Je voulais me calmer. A la maison, il ne fallait rien montrer de ces tourments. Mais si, demain, après avoir volontairement quitté *Paris-Presse* puis *L'Aurore*, j'étais obligé de renoncer à *Minute*, où retrouverais-je du travail ? Comment ferais-je pour ramener sur mon épaule le quartier de bison ? Dieu merci, Jean-François Devay balaya la pétition et les pétitionnaires d'un revers de main. L'affaire s'éteignit. Ma collaboration ne parut pas trop nuire au journal. J'y suis demeuré vingt-trois ans. Ce sera la seule histoire grinçante que je me permettrai de raconter, et encore parce que je n'y ai pas le beau rôle. On m'y voit en pleurs, pour pas grand-chose. Contrairement à ce que croyaient beaucoup de lecteurs, elle montrera aussi que j'étais loin de faire l'unanimité.

— **Donc, il n'y aura pas suite à  
*Mon après-guerre* ?**

— Pour m'en tenir à *Minute*, si je racontais la vérité sur le petit quart de siècle que j'y ai passé, certaines pages seraient féroces. Elles enchanteraient ceux qui veulent nous détruire. Je ne leur donnerai pas ce plaisir.

— **L'Action française, Maurras, Daudet, dans leur combat contre la "gueuse" ne réservaient pas leur férocité à leurs adversaires...**

— C'était un autre temps, le rapport des forces était différent. Entre les deux guerres, au moment de la condamnation par le Vatican (décembre 1926-mars 1927), *L'Action française* était le quotidien politique le plus important de la presse française, non par son tirage, mais par son audience et son autorité. Il s'appuyait sur un groupe de journaux et publications corporatistes, *L'AF agricole*, *La Production française*, *Le Rail* (organe des cheminots royalistes... On croit rêver), *La Revue universelle*, *L'Éducateur français*, *L'Étudiant français*. L'AF entretenait d'étroites relations avec de nombreux quotidiens et journaux de province, de moyenne et petite importance, dont l'ensemble constituait un réseau et une chaîne d'échos. Citons *L'Éclair de Montpellier*, *L'Express du Midi*, *Le Roussillon*, *Le Paysan du Sud-Ouest*, *La Nouvelle Guyenne*, *La Gazette de l'Ouest*, *L'Écho du Maine*, *Paris-Centre*, à Nevers, où écrira Georges Simenon. L'AF possédait des relais et des amitiés dévouées dans des quotidiens non-monarchistes, comme *Le Jour* de Léon Bailly. Il inspirait de grands et moyens hebdomadaires, *Candide*, *Gringoire*, *Je Suis Partout*, *l'Insurgé*, *Choc*, *Le Défi* etc. Toute la presse citait, commentait, discutait, approuvait ou critiquait les articles de Charles Maurras, Léon Daudet et Jacques Bainville, prestigieux *triumvirat* d'une rédaction où l'on retrouvait régulièrement Robert Brasillach, Lucien Rebatet, Abel Manouvrier, Pierre Tuc, Pierre Varillon, Robert Havard de la Montagne, le colonel Larpent, Jacques Delebecque, Lucien Dubech (critique dramatique et chroniqueur sportif de haute qualité), notre cher ami François Léger, qui fit à la revue de presse des débuts remarqués... et plus épisodiquement

les signatures de Pierre Gaxotte, René Benjamin, Constantin-Weyer, Henri Massis, Funck-Brentano, etc. Arrêtons l'énumération. Ce rayonnement journalistique s'accompagnait d'une grande activité d'édition et de librairie. N'oublions pas que Léon Daudet était membre de l'Académie Goncourt et que Maurras sortit en 1937 de la prison de la Santé pour entrer en 1938 à l'Académie française. De 1920 à 1938, exception faite de 1922, jamais *L'AF* n'équilibra son budget. Même en 1934, année de fortes ventes (affaire Stavisky, 6 février), elle fut en déficit (169 570 F). Ses pertes dépassaient ou avoisinaient le million de francs (de l'époque) chaque année. La souscription permanente arrivait toujours à les couvrir.

Si nous comparons notre situation à celle de *L'Action française*, il y a soixante ou soixante-dix ans, nous pouvons mesurer le chemin parcouru, je devrais dire descendu. Nous avons un quotidien : *Présent*. Sans faire de comparaison avec le passé, on y trouve une équipe remarquable. Sous la direction de Jean Madiran, Alain Sanders, Yves Daoudal, Georges-Paul Wagner, Chard, Jean Cochet, Caroline Parmentier, Jeanne Smits, Francis Bergeron, etc., accomplissent depuis quinze ans un travail de grand mérite. Je le résumerai d'une phrase : les hommes et les femmes de notre camp sont dans l'impossibilité matérielle de lire l'actualité politique de leur pays s'ils ne lisent pas *Présent*. Mais *Présent* est seul. A l'exception de quelques hebdomadaires et périodiques qui constituent la presse de Fort Alamo — citons : *Rivarol*, *National Hebdo*, *Minute*, *Français d'abord*, *Monde et Vie*, *Aspects de la France*, *Ecrits de Paris*, sans oublier *Le Libre journal*, le décadaire de Serge de Beketch — l'ensemble de la presse paraissant en France non seulement l'ignore, comme elle nous ignore, mais l'exclut, comme elle nous exclut. Pour *Présent*, comme pour *Rivarol*, *National Hebdo* et les autres, il se passe un étrange phénomène. Nous servons d'épouvantail, de repoussoir permanent. Nos adversaires réussissent le

tour de force de nous ignorer et de nous accabler. Nous sommes si transparents que nous en devenons invisibles et pourtant l'ombre que nous faisons occulte l'horizon.

Les pires des injustices peuvent nous frapper, personne ne réagit en notre faveur, ne serait-ce qu'au nom de la confraternité. Pour des articles hostiles à la politique algérienne du général de Gaulle, publiés dans les années 60 à *Aspects de la France* et à *Minute*, Jacques Perret et Jean-François Devay, tous les deux résistants reconnus, se virent retirer leur médaille militaire. Ils l'avaient gagnée, le premier en 1940, dans les corps francs, le second en août 1944, dans les combats de Paris. La Fédération de la presse demeura muette. Pas un syndicat de journalistes ne bougea. Pas un journaliste résistant ne renvoya ses décorations au Général. Perret, prisonnier de guerre évadé d'Allemagne où il était en camp de représailles, s'était pourtant battu pendant deux ans dans les maquis de l'Ain. Perret n'existait pas plus que Devay n'existait.

Ce comportement ne s'est pas amélioré. Lorsque *Le Choc du mois* cessa de paraître, en partie à cause des procès de presse intentés par la LICRA ou le MRAP, selon le plan dressé par Gaubert, nous n'avons reçu de nos confrères aucun message de sympathie ou de condoléances. Ce qui n'empêchait pas le président Miot de dire que toute la presse était en deuil quand un journal mourait.

Une pareille situation devrait imposer au camp retranché une solidarité sans faille. C'est pourquoi j'ai décidé, depuis quelques années déjà, de ne plus polémiquer avec ceux qui s'y trouvent, comme moi. En écrivant une suite à *Mon après-guerre*, je risquerais de choquer l'un, de blesser l'autre, de peiner un troisième, de réanimer des différends et, finalement, de diviser ceux qu'il faut au contraire réunir. Il y a mieux à faire, me semble-t-il.

— Vos lecteurs le regretteront si j'en juge par le courrier que reçoivent les *Publications* et les conversations dans les stands.

— Si je me refuse, dans le climat actuel, à publier mes souvenirs sur les journaux amis où j'ai collaboré et les journalistes de la famille avec qui j'ai travaillé, cela ne signifie nullement que je n'écrirai pas sur notre presse, ne serait-ce que pour souligner ses difficultés et son utilité.

L'adversaire feint de l'ignorer. Je dis souvent que nous ne sommes cités qu'en justice. Ce silence et cette persécution prouvent que nous sommes craints malgré notre faiblesse. Nos arguments dérangent tellement que, non contents de n'en donner qu'une caricature, et de les priver d'écho, nos adversaires s'emploient à les faire interdire par leurs tribunaux. Contre l'énorme orchestre médiatique, où les tambours de guerre rythment les trompettes de la renommée, nous n'avons qu'un pipeau. C'est encore trop. On veut nous l'interdire. Je ne l'ai jamais mieux senti, physiquement, que lors des procès de presse que me fit Mme Ivan Levaï. Elle n'était pas encore devenue Mme Dominique Strauss-Kahn et le grand public la connaissait surtout sous le nom d'Anne Sinclair. Elle avait une audience énorme, le dimanche, à 19 heures, sur *TF1*. Sur la plus grande chaîne privée d'Europe, elle recevait le gratin de la politique et du prêt-à-penser. De Bernard-Henri Lévy à Bernard Tapie, toute la cour était à ses pieds. Les pitres et les bouffons, les intrigants et les profiteurs, les décideurs et les superbes, attendaient son carton, labourés d'impatience et d'angoisse. Son invitation valait consécration et son rayonnement était universel.

Devant cette superstar de l'audiovisuel, qu'étais-je ? Rien, ou si peu. Un vieil écrivain de presse, qui n'écrivait que dans des journaux au tirage modeste, pour des gens



sans influence. Tout le monde connaissait “la” Sinclair. On répétait ses jugements et ses mots. Mes propos n’intéressaient que les membres de ma famille. Mais c’était encore trop. Figure de proue d’une chaîne de télévision dont l’émission vedette, le *Bebête-show*, était de farce grossière et de caricature outrée, Haine Sinclair, qui gagnait des émoluments somptueux à être la femme-tronc du petit écran, ne pouvait accepter qu’un quidam comme moi levât les yeux sur elle et s’en moquât. Je l’avais comparée à une « *charcutière casher* ». Où était l’injure, la volonté de dénigrer et de nuire ? J’ai connu des charcutières plus appétissantes encore que leurs jambons. “Casher” n’est qu’une méthode religieuse de préparer les aliments. Mme Sinclair se sentit outragée. Elle me fit poursuivre, ainsi que *Présent* où j’avais formulé cette abominable énormité. A l’époque, *Présent* n’était vendu que par abonnement. Le nombre de ceux-ci ne dépassait pas dix mille. Aucune revue de presse ne s’intéressait à notre entreprise. Mon ignominie était passée inaperçue. Elle n’avait causé aucun dommage à notre diva. Sa réputation n’avait en rien souffert de mon incongruité. *Présent* et moi-même n’en fûmes pas moins condamnés en première instance, et recondamnés en appel. Des journaux rapportèrent qu’Anne Sinclair déclarait volontiers qu’elle était fière d’avoir fait condamner Brigneau. Si elle avait connu mon casier judiciaire, elle aurait su qu’il ne s’agissait en rien d’un exploit.

Ce n’était que le début. Le lendemain de la mort de Jean-Pierre Stirbois, Mme Sinclair recevait Philippe Alexandre. Généralement, la mort commande une trêve, si courte qu’elle soit. Ils ne l’observèrent pas. Ils eurent des phrases sur notre ami que je ne pus admettre. En journaliste, je répliquai dans la chronique hebdomadaire que je donnais à *National Hebdo*. Ce n’était pas très tendre. Ils auraient pu me répondre à *RTL* et à *TF1*, dans la presse publicitaire à leur dévotion, ou encore rectifier dans les

propres colonnes de *National Hebdo*. Mme Sinclair préféra à nouveau m'attaquer en justice. Elle pressa Alexandre de l'imiter. Ce qu'il fit, non sans réticence, me sembla-t-il. A l'audience, s'il ne cacha pas le dédain qu'il éprouvait pour une nullité de mon acabit, il n'était pas très à l'aise.

Ce fut un procès bien parisien. Tout le ban et l'arrière-ban médiatique avait voulu voir comment un marteau-pilon s'y prenait pour éclater un puceron. Très excité, M. Levaï allait d'un groupe à l'autre pour apporter les éclaircissements nécessaires. Son épouse avait cru indispensable de citer des témoins de moralité — comme si elle en avait besoin... Il y avait là, entre autres, André Frossard, qui avait rencontré Dieu, mais pas l'indulgence. Comme Crainquebille au cours du réquisitoire de l'avocat général, je me sentais rétrécir, rétrécir, pendant que Frossard parlait. A l'entendre, j'étais responsable et coupable du 6 février, des Ligues, du fascisme français, de *Gringoire*, de *Je Suis Partout*, du suicide de Salengro, de Munich, de la défaite, du Maréchal et du reste. André Frossard ne manquait pas d'air...

Avant la guerre, mes responsabilités furent courtes. J'avais eu vingt ans en 1939 et fus mobilisé en octobre. En revanche, André Frossard aurait pu demander des comptes à son père. Ludovic-Oscar Frossard, après avoir été communiste, secrétaire général de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC), comme le premier parti communiste de France s'était appelé au soir du Congrès de Tours, devint socialiste SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) avec Léon Blum et quelques autres, puis socialiste indépendant, puis indépendant des socialistes et finalement ministre, à de nombreuses reprises, de 1935 à 1940, dans des cabinets de droite comme de gauche, dirigés par des présidents du Conseil aussi différents que pouvaient l'être Buisson, Laval, Sarraut, Blum, Daladier et le maréchal Pétain. Ludovic-Oscar Frossard était juif par sa mère, née

Stéphanie Schwob. Cela ne l'empêcha pas de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, en juillet 1940, ni, après le statut sur les Juifs, de diriger à Marseille, un quotidien maréchaliste : *Le mot d'ordre*, subventionné par Vichy. Révétons que, dans ce *Mot d'ordre*, collaborait un certain Maurice Druon, qui allait être l'auteur, en Angleterre, du chant de la Résistance, inspiré d'une chanson serbe : *Ami, entends-tu...* Malgré ce proche passé familial, c'était moi — qui n'avait jamais été subventionné par personne — qu'André Frossard accablait alors que lui-même écrivait dans le *Figaro*, journal qui fut également subventionné par Vichy, de 1940 à 1942, donc après le statut sur les Juifs et la dissolution de la franc-maçonnerie, à laquelle Ludovic-Oscar appartenait, loge *l'Internationale* du Grand Orient ! Ce *Figaro* dont le directeur actuel, et donc le directeur, d'André Frossard, s'était présenté à *Droit de réponse*, l'émission de Michel Polac, en disant :

— Je m'appelle Robert Hersant. Je suis un des rares Français à n'avoir pas fait partie de la Résistance en 1940.

Cette insolence ne semblait pas gêner André Frossard. Lui, l'ami de Jean-Paul II, n'avait pas de mots assez durs pour fustiger ma façon d'écrire et de penser. Quand il revint à son banc, dans le public, une de mes amies qui était assise près de lui devait me dire :

— Je ne sais si Frossard a vraiment rencontré Dieu comme il le prétend dans son livre, mais moi, j'ai rencontré la haine !

Mme Sinclair avait également demandé à M. Michel Noir, député RPR du Rhône, maire de Lyon, ancien ministre, fils de déporté, de venir dire au tribunal tout le mal qu'il pensait de l'abject personnage que j'étais. M. Noir ne me connaissait pas. Il n'avait jamais perdu son temps à lire les élucubrations que j'avais pu écrire, à commencer par l'article incriminé. Mais rien ne lui avait paru plus important que de venir abattre la bête immonde. Rien

n'était plus essentiel qu'on empêchât, à l'avenir, de défendre la mémoire de Stirbois. Toutes affaires cessantes, M. Noir s'était jeté dans l'hélicoptère de son gendre, l'aimable M. Botton, homme d'affaires en tous genres. Il en débarquait, ardent, pathétique, vibrant, et sa déposition roula comme le tonnerre, le jour du jugement dernier.

Il faut préciser qu'à l'époque M. Michel Noir n'avait pas connu les malheurs qui devaient le frapper. Le public ignorait encore les fripouilleries, canailleries, abus de biens sociaux, magouilles diverses pour lesquels il allait être poursuivi, jugé, condamné et politiquement discrédité. On ne savait pas que ce justicier redresseur de torts avait subtilisé et tripataillé le journal intime de sa fille pour réfuter les accusations de son gendre. Sa péroraison fut accueillie dans un silence de synagogue. Mme Sinclair était toute pâle. L'émotion. Elle devait me voir déjà en route pour les îles du Salut. Quelle revanche ! Ce fut alors, dans cette ambiance, que l'évidence dont je parlais tout à l'heure, me frappa. Si toutes ces forces colossales se coalisaient contre notre faiblesse, c'était que notre faiblesse était une faiblesse agissante, dynamique, percutante, une faiblesse que les forts redoutaient. Si les partis politiques, le parti médiatique, le parti juif, les puissances occultes se mobilisaient pour nous écraser sous les procès, pour gêner nos ventes, nous priver de publicité, nous bâillonner, nous exclure, contester notre droit d'exister, nous réduire et nous détruire, c'est que nos arguments portaient, et portaient plus que nous le mesurions. La résistance, parfois désespérée, de la France française à l'invasion par le bas et à la dénationalisation par le haut s'est cristallisée autour de nos humbles écrits, vendus quasi à la sauvette, transmis de main en main, sans tam-tam, sans réclame, dans le dédain et l'opprobre. Sans forfanterie, il faut reconnaître que nous nous sommes peu trompés. Il y a quarante ans, nous disions : « *Si vous perdez l'Algérie française, vous allez trouver la France algérienne.* » Seuls les rires et les

insultes nous répondaient. Qui avait raison ? Il y a trente ans, j'écrivais des articles et je multipliais les discours contre l'immigration sauvage et pour le contrôle rigoureux de l'immigration légale. Je réclamaï la règle des quotas. J'invitais à préférer l'immigration européenne à l'immigration africaine. J'insistais sur l'urgence des mesures à prendre : « *Si nous ne le faisons pas tout de suite, il viendra très vite le jour où l'on nous répondra : "Maintenant, c'est trop tard... C'est irréversible."* » Là encore, qui avait raison ? Cette lucidité opiniâtre a fini par payer. Comme pour ce qui est du communisme...

— **Parlons-en. Le sujet revient à la mode. L'automne dernier, *Le livre noir du communisme*, un ouvrage collectif rassemblé, a paru faire l'unanimité.**

— Une unanimité de façade plus que réelle.

— **Que faut-il penser du *mea culpa* des intellectuels de gauche ? Quelle est la position des "anticommunistes primaires" comme vous, qui disiez souvent : « *Si je n'ai pas été anti-communiste dès 1917, c'est que je suis né en 1919.* »**

— Je ne crois pas à la sincérité des intellectuels. Inutile de préciser : de gauche. Il n'y a d'intellectuels qu'à gauche, c'est bien connu. Ils ont toujours su, comme tout le monde, que la Révolution bolchevique avait été, dès le début, une horrible boucherie, et que cette boucherie

n'avait fait que croître, s'étendre et embellir. La boucherie humaine, c'était dans la nature même du système communiste. La Révolution bolchevique se voulait la fille aînée de la Révolution française. Quel fut le système de gouvernement de la Révolution française dès 1792 ? La Terreur. Le mot ne lui fut pas donné par ses ennemis pour la discréditer. Ce furent ses promoteurs qui l'affichèrent, pour que leurs ennemis, justement, sachent bien ce qui les attendait. Au nom des Droits de l'homme, on allait gouverner les hommes par la délation, la peur, la police, la prison, le sang, la mort. Et pas question de nuancer, de préférer la Fête de la Fédération aux Massacres de septembre. « *La Révolution est un bloc* », disait Clemenceau, le Tigre.

Lénine ne fit qu'imiter Robespierre et Léninegrad, Paris. La démesure slave et la haine juive firent le reste. Il ne faut jamais oublier celle-ci. Nicolas II, tzar de toutes les Russies, était le maître absolu du dernier grand Etat ouvertement antisémite. Sa famille et lui-même l'ont payé de leur vie, dans les caves de la maison Ipatief, à Ekaterinbourg, comme Louis XVI et Marie-Antoinette, sur l'échafaud, place de la Révolution, et le dauphin, on ne sait où...

A l'image des sans-culottes en France, les bolcheviks marxistes-léninistes voulaient imposer leur régime à la Russie, et au monde, par l'extermination physique de leurs opposants. L'ampleur des dégâts fut très vite connue, à gauche comme à droite. A ceci près : la gauche les admettait. Elle les jugeait inévitables. « *On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs* », disait-on dans ses rangs. Les théoriciens affirmaient même qu'ils étaient indispensables. Je l'ai entendu. J'étais encore en culotte courte, mais j'ai des souvenirs précis. Dans des discussions enragées, des pacifistes glorifiaient la guerre civile, la seule qui se justifiait. La gauche française, les intellectuels français en tête, accusait la droite d'exagérer et de mentir par passion et intérêt politique, quand elle parlait des crimes du bolchevisme,

mais la gauche française savait, dès les débuts, que les communistes avaient tué les blancs, tué les roses, tué les rouges qui critiquaient la “ligne”, tué les nobles et les vilains, tué les petits propriétaires, les koulaks, et ceux qui ne possédaient rien, tué les chrétiens parce qu’ils étaient chrétiens. L’hécatombe ne choquait pas l’opinion de la gauche et particulièrement celle des intellectuels. Cela changea un peu quand Trotsky et sa clique commencèrent à passer à la moulinette. A la fin des années 20, l’opposition de gauche dénonçait la barbarie stalinienne, tout en continuant à vénérer Lénine. Ce ne fut qu’une petite minorité. Ni les “purgés”, ni les témoignages qui affluaient n’empêchèrent la masse des intellectuels de chanter la gloire de l’Union soviétique jusqu’à la guerre et après celle-ci. Rappelons quelques textes célèbres :

**Romain Rolland** (prix Nobel) : Je rappelle à tous les hommes libres d’Europe que l’heure est grave pour la liberté et qu’un devoir urgent leur incombe : la Russie est en danger. Une formidable coalition des puissances impérialistes se prépare dans le monde contre l’Union des Républiques soviétiques, sous la poussée de l’Empire britannique [sic]. [...] Si elle est écrasée, ce ne sera pas seulement le prolétariat du monde qui sera asservi, mais toute liberté, sociale ou individuelle (Revue *Europe*, 15 octobre 1927).

**André Malraux** : J’accepte les crimes de Staline où qu’ils soient commis (A l’occasion des crimes communistes en Espagne. Cité par René Dazy, *Fusillez ces chiens enragés*, Orban, 1980).

**Henri Barbusse** : Qu’on ne se trompe pas sur le sérieux de cet ascendant grandissant qu’exerça Staline, qu’on ne se lance pas à la légère dans les variations bien connues du thème du “pouvoir personnel” et de la dictature.

Il ne peut pas y avoir de dictature personnelle dans l’Internationale communiste et en URSS. Il ne peut pas y en avoir parce que le communisme et le régime se développent dans des cadres de doctrine extrêmement précis, dont

les plus grands sont les serviteurs — et que le propre de la dictature du pouvoir personnel est d'imposer sa propre loi, son propre caprice, à l'encontre de la loi. [...]

J'ai dit une fois à Staline : "Savez-vous qu'on vous considère en France comme un tyran qui n'en fait qu'à sa tête, et un tyran sanguinaire par-dessus le marché ?" Il s'est rejeté en arrière sur sa chaise, en proie à un gros bon rire d'ouvrier travailleur. [...]

Son histoire est une série de réussites sur une série de difficultés monstres. Il n'y a pas une seule année de sa carrière depuis 1917 où ce qu'il a fait n'eût illustré un autre C'est un homme de fer. Son nom le dépeint : Staline - acier. Il est inflexible et flexible comme l'acier. Son pouvoir, c'est son formidable bon sens, l'étendue de ses connaissances, son étonnant rangement intérieur, sa passion de netteté, son inexorable esprit de suite, la sûreté et l'intensité de sa décision, sa perpétuelle hantise de choisir les hommes qu'il faut (Henri Barbusse : *Staline, aperçu historique du bolchevisme*, Plon, 1935).

**Aragon** : Quelle est cette flamme au front du cortège  
Cette flamme qui fait pâlir vos brasiers  
et soudain tout ce qui brûle est un reflet du drapeau rouge  
Les Soviets - partout - les Soviets - partout  
Les Soviets - partout  
Dans la boue drapeau tricolore  
(Février, revue *Commune*, mars-avril 1934).

La France, disait Aragon, doit à Staline son existence de nation (D'après Serge Quadruppani, *Les infortunes de la vérité*, Orban).

**Maurice Schumann** : Vingt-cinq ans après le coup d'octobre, le bilan de la Révolution russe, c'est essentiellement l'accès à la culture de 150 millions d'hommes et de femmes dont les parents étaient illettrés.

On n'imagine pas Révolution à la fois plus nationale et plus profonde (*L'Aube secrète de l'armée rouge*, *L'Aube*, 30 novembre 1944).



**Jean Desanti** : Nous sommes fondés à dire du marxisme-léninisme qu'il est la science fondamentale de notre temps, la plus large et la plus consciente. Rien d'étonnant alors si Staline, maître du marxisme-léninisme, meilleur des bolcheviks, leur éducateur et leur guide, s'il est un esprit encyclopédique d'un type supérieur. Staline est l'homme qui construit "la vie nouvelle" (*Staline, savant d'un type nouveau*, décembre 1949).

**Paul Eluard** :

Et Staline pour nous est présent pour demain  
Et Staline dissipe aujourd'hui le malheur  
La confiance est le fruit de son cerveau d'amour  
La grappe raisonnable tant elle est parfaite  
Grâce à lui nous vivions sans connaître l'automne  
L'horizon de Staline est toujours renaissant [...]  
Staline dans le cœur des hommes est un homme  
Sous sa forme mortelle avec ses cheveux gris  
Brûlant d'un feu sanguin dans la vigne des hommes  
Staline récompense les meilleurs des hommes  
Et rend à leurs travaux la vertu du plaisir  
Car travailler pour vivre est agir sur la vie  
Car la vie et les hommes ont élu Staline  
Pour figurer sur terre leurs espoirs sans bornes  
(*Poème à Staline*, "Cahiers du communisme", janvier 1950).

**Maurice Mouillaud** : L'œuvre [*sic*] de Maurice Thorez est stalinienne parce qu'elle est l'œuvre de l'avenir français (*Maurice Thorez, écrivain public du XX<sup>e</sup> siècle*. La nouvelle critique, mai 1951).

— Voilà des textes qu'il faudrait aussi apprendre dans les écoles de la République, si le devoir de mémoire n'était pas à sens unique.

— De l'autre côté, rien ne peut se comparer à ce raz-de-marée. Brasillach est souvent présenté comme le type de

l'écrivain fasciste. Mais qu'était le fascisme pour lui ? Il l'avait expliqué dans *Notre avant-guerre*, paru en 1941 — une année où l'on pouvait croire encore à la victoire :

Le fascisme, ce n'était pas pour nous une doctrine politique ; il n'était pas davantage une doctrine économique. Il n'était pas l'imitation de l'étranger, et nos confrontements avec les fascismes étrangers ne faisaient que mieux nous convaincre des originalités nationales, donc de la nôtre. Mais le fascisme est un esprit. C'est un esprit anticonformiste, d'abord antibourgeois, et l'irrespect avait sa part. C'est un esprit opposé aux préjugés, ceux de la classe comme à tout autre. C'est l'esprit même de l'amitié, dont on aurait aimé qu'elle s'élevât jusqu'à l'amitié nationale.

On peut trouver cette déclaration puérite. Elle n'en est pas moins sincère. On chercherait en vain, dans sa prose et ses vers, des chants d'amour délirants à l'égard de Mussolini et Hitler, comme ceux d'Eluard, d'Aragon et de Desanti à l'adresse de Staline. Son nationalisme le lui interdit. Son non-conformisme et son goût de l'irrespect aussi.

**— Cet aveuglement passionnel des intellectuels devant ce système utopique qui a partout échoué, dans les ruines et le sang, demeure quand même un des grands mystères de notre siècle.**

— Sauf si l'on considère que le communisme, c'est bien autre chose que le communisme. Quand on prend conscience que le bolchevisme fut une machine de guerre systématiquement utilisée, depuis le début de XX<sup>e</sup> siècle, par la coterie la plus déterminée du judaïsme mondial, pour réaliser, point après point, étape après étape, son plan d'hégémonie, tout s'éclaire et s'explique beaucoup mieux.

— Vous pensez à l'opinion souvent répandue dans nos milieux : le bolchevisme est une doctrine juive.

— Non, pas exactement. La vérité est plus complexe, même si des démarches différentes, voire opposées, finissent par arriver au même but.

C'est vrai que Karl Marx était juif. C'est vrai que la maman de Lénine — ça fait bizarre d'écrire : la maman de Lénine ! — était d'origine juive allemande par sa mère. C'est vrai que la Révolution soviétique fut portée par un nombre impressionnant de Juifs : de Trotsky à Zinoviev jusqu'à Kalinine, président de l'URSS, Kaganovitch, le bourreau de l'Ukraine, et tant d'autres. C'est vrai que les Juifs furent les premiers grands bénéficiaires de la Révolution d'octobre. Au lieu de s'enrôler dans l'Armée rouge, ils préféraient s'installer dans l'administration militaire et Trotsky s'en plaignait à Lénine : « *J'entends trop dire parmi les soldats qu'on trouve plus de Juifs aux postes bien abrités qu'en première ligne.* » (Conférence d'Isaac Deutscher). C'est vrai que, par un coup de baguette magique, une population, souvent misérable, de *Luftmenstchen* (déracinés), composée d'artisans primitifs, de cordonniers, tailleurs, colporteurs, marchands d'habits, usuriers de village, marieurs (ils trouvaient l'époux que désirait la demoiselle, moyennant un honnête prélèvement sur la dot), devint une catégorie de privilégiés, fonctionnaires de la bureaucratie soviétique. C'est vrai que les *Sept jours qui ébranlèrent le monde* furent salués avec ferveur par l'intelligentsia juive de la terre entière et par ceux des *goyim* qui se veulent plus Juifs que des Juifs.

Mais il n'est pas vrai que le bolchevisme apporte une réponse juive à la question juive. Pour lui, le problème juif sera résolu par la fin du capitalisme et l'assimilation. Cette

assimilation contre laquelle se déchaînent les Juifs fiers de l'être et résolus à le rester. A commencer par M. Nahum Goldmann qui n'a cessé de répéter que l'assimilation était pire que l'extermination. Le Juif pouvait échapper à l'extermination. Avec l'assimilation, il disparaissait à jamais. Je vous signale que M. Nahum Goldmann fut le président du Congrès juif mondial. Je ne vous offre pas de simili-référence.

Sur ce point, les *Yevsekstsia* (section juive du parti communiste) étaient en conflit ouvert avec les militants du *Bund* (parti des travailleurs juifs). Les uns et les autres ne se retrouvaient accordés que pour combattre à boulets, rouges bien sûr, le *Pasley Zian* où se groupaient les sionistes. Au regard des marxistes, les sionistes étaient des traîtres. Ils voulaient résoudre le problème juif en fondant un Etat juif où s'installeraient les Juifs du monde, alors que les bolcheviks voulaient que les hommes, *Juifs et non-Juifs mêlés*, puissent s'installer partout dans le monde, devenu un monde sans frontières, sans classes et sans religions.

Le judaïsme mondial était d'un autre avis. Ce n'était pas seulement un Etat juif qu'il voulait créer pour les Juifs. C'était le monde entier qu'il voulait donner au peuple élu. Dans cette perspective, la "coterie" (ainsi désignée parce qu'elle ne faisait pas l'unanimité au sein des hautes instances du judaïsme) vit tout de suite ce que pouvaient lui apporter la force révolutionnaire et terroriste du communisme, la réussite de la Révolution de 1917, suivie de la puissance de l'Etat soviétique, cœur, poumon, moteur de l'impérialisme communiste.

C'est une extraordinaire histoire, qui mériterait beaucoup de recherches et que je ne peux qu'esquisser. Elle commence par un homme, né en 1847, un petit Juif de Francfort, où son père était en affaires avec les Rothschild. Il s'appelait Jacob Heinrich, dit Jacob Henri Schiff. Il prétendait descendre du roi Salomon, troisième roi d'Israël,

celui auquel le roi David avait demandé de le venger des ennemis qu'il avait épargnés.

Jacob Schiff émigra aux Etats-Unis. Coïncidence ? Un autre Salomon allait faire sa fortune : Salomon Loeb, de la banque Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup> de New York. Il y fit entrer Jacob et lui donna sa fille. Cinquante ans plus tard, Jacob Schiff était devenu un des hommes les plus riches d'Amérique et il avait déclaré la guerre à Nicolas II, tzar de toutes les Russies, qu'il appelait « *l'ennemi de l'humanité* ».

Ce n'était pas une guerre pour rire. Dès 1890, Schiff commença à aider des groupes de nihilistes et de terroristes sociaux-révolutionnaires russes en exil à rentrer en Russie. Il facilita leur organisation et leurs actions. En même temps, Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup> négociaient les emprunts japonais, non seulement sur les marchés allemands, mais à Londres, où la City lui réserva le meilleur accueil : l'Angleterre venait de s'allier au Japon. Henry Coston a révélé la manœuvre dans *Les financiers qui mènent le monde*.

La Russie tzariste, espérant éviter la guerre civile qui montait par une brillante victoire militaire, ne voyait pas d'un mauvais œil un conflit avec le Japon. Abusée par les faux renseignements d'agents américains, elle croyait l'écraser. Ce fut la flotte japonaise qui, attaquant par surprise, écrasa la flotte russe au mouillage à Port-Arthur, inventant, avec quelque quarante ans d'avance, le coup de Pearl Harbour.

Jacob Schiff ne fut pas surpris. Il était prêt. Pendant que la guerre russo-japonaise s'enflammait, la révolution explosait à Moscou, en 1905, et Saint-Pétersbourg. Des grèves insurrectionnelles paralysaient le pays. Des attentats détruisaient des dépôts d'armes et de munitions. Des bombes de fabrication américaine, ayant transité par la Finlande, éclataient un peu partout. Selon le *Strand*, un journal de Saint-Pétersbourg, le bilan des émeutes s'éleva à 114 gouverneurs, hauts fonctionnaires, généraux, 286 chefs et officiers de police, 452 agents, 109 officiers, 750 soldats tués ou blessés. On

comptait en outre 7 331 civils tués et 9 661 blessés. Les dégâts s'élevaient à plus de quinze millions de roubles. L'industrialisation de la Russie était arrêtée. L'armée russe avait perdu la face devant le Japon. Si les paysans demeuraient fidèles au tzar, la nouvelle classe ouvrière, la petite bourgeoisie, l'intelligentsia, lui étaient devenues hostiles. Des réformes avaient empêché la révolution de prendre le pouvoir. Elle n'était qu'arrêtée. Ce qu'une guerre n'avait pu mener à son terme, une autre l'achèverait. Déjà un mot nouveau commençait à se faire entendre, le mot de *Soviet* (comité d'ouvriers). Il n'était pas pour déplaire à Jacob Schiff.

Celui-ci se trouvait alors à Portsmouth (USA), où le président des Etats-Unis, Theodore Roosevelt, avait réuni une médiation entre les représentants japonais et les Russes qui y avaient délégué leur Premier ministre, le comte Witte. Parmi les médiateurs se trouvaient le Dr Strauss, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Italie, M. Krauss, grand maître de l'ordre des *B'nai B'rith*, et Jacob Schiff. Dans ses *Mémoires* (tome I, pp. 394-395), le comte Witte a raconté la scène qu'Henry Coston résume ainsi :

Exposant sans détour le but de leur visite, ils ne cachèrent pas au représentant du tzar que la cause des malheurs récents de la Russie était la situation intérieure faite à leurs coreligionnaires dans ce pays.

Le comte Witte, qui avait épousé une Israélite, n'avait rien d'un antisémite. Il fit toutefois observer à Jacob Schiff et à ses collègues qu'ils exagéraient les malheurs des Juifs de Russie et que l'on ne pouvait leur donner tous les droits sans amener une réaction populaire qui leur serait plutôt nuisible.

*“Cela provoqua, de la part de Schiff, écrit le comte Witte, des répliques acerbes que les raisonnements plus pondérés de Strauss atténuèrent.”*

Une seconde entrevue n'eut guère plus de résultats. Il était donc désormais établi que, même si la paix était signée avec le Japon, la guerre continuerait avec une autre puissance (*Les financiers*, p. 119).

Le traité de Portsmouth date du 5 octobre 1905. Il n'y avait plus qu'une dizaine d'années à attendre. Jacob Schiff les mit à profit pour continuer à affaiblir économiquement la Russie tzariste. Celle-ci avait passé avec les Etats-Unis des accords commerciaux intéressants en temps de paix et qui, en temps de guerre, pouvaient être d'une importance capitale. En 1911, Schiff commença une campagne de presse pour obtenir qu'ils fussent dénoncés. Le nouveau président, William H. Taft, estimait qu'ils étaient utiles à l'industrie américaine. Il ne voulait pas se rendre aux raisons de Schiff. Alors celui-ci dirigea la campagne de presse contre la personne même du président Taft. Elle se fit plus virulente encore. La Maison-Blanche céda. Dès l'été 1914, il devint évident qu'il manquait trop de matériel à l'armée russe pour qu'elle soit le "rouleau compresseur" annoncé. Il patina et Jacob Schiff revendiqua la responsabilité de ce sabotage commercial. Lors d'une conférence de presse, il n'hésita pas à déclarer :

Qui donc, sinon moi, a mis en mouvement l'agitation qui a contraint ensuite le président des Etats-Unis, comme vous devez bien le savoir vous-mêmes, à dénoncer notre traité avec la Russie ? (*New York Times*, 6 juin 1916).

Cela ne signifie pas pour autant que tous les gros bonnets du judaïsme américain étaient solidaires de l'Allemagne. Il s'en faut. Certains se rangeaient aux côtés de l'Angleterre. On en trouvait qui étaient favorables à une guerre longue où l'Allemagne s'épuiserait et qui verrait l'effondrement du tzarisme. Mais d'autres, meilleurs stratèges, échafaudaient un plan plus audacieux. Il fallait précipiter la défaite militaire du tzar. Elle provoquerait une paix séparée. L'Allemagne n'aurait plus alors à vaincre que sur un front. Elle ramènerait à l'ouest l'énorme armée qui tenait, à l'est, le front russe. Déjà fatiguées et saignées par deux années

de guerre, l'Angleterre et la France demanderaient de l'aide. On leur offrirait celle des Etats-Unis, contre une revendication inouïe : la Terre Sainte !

Là encore cette machination paraît relever du roman-feuilleton. C'est pourtant ainsi que les choses vont se passer. En Russie, la Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup> commence par soutenir une opposition libérale et sociale-démocrate. Nous sommes en février 1917. La guerre est à un tournant. L'armée russe tient encore, mais recule partout. Elle a été chassée de Pologne et de Lituanie. Sa seule contre-offensive victorieuse, celle de Broussilov (juin 1916), qui a sauvé Verdun en obligeant les Allemands à ramener des troupes à l'est, s'effiloche. Il fait très froid. Le charbon manque. Le peuple a faim. Il y a déjà deux millions de morts, au moins. Petrograd — c'est le nom de Saint-Pétersbourg depuis 1914 — se soulève. On presse le tzar d'abdiquer. Le 15 mars 1917, il cède. Le grand-duc Michel refuse le trône. C'est la fin des Romanov. Jacob Schiff a gagné son pari insensé. Kerenski arrive. Ce n'est sans doute pas l'homme qu'il faudrait. Il est naïf, velléitaire, vite bercé d'illusions. Il fera l'affaire. David R. Francis, l'ambassadeur américain en Russie, câble au secrétaire d'Etat Lansing :

A l'heure actuelle, une aide financière de l'Amérique serait un coup de maître. Confidentiel. Extrêmement important pour les Juifs que la Révolution réussisse. (*State Department Document*, 861.00/288, 19 mars 1917).

Des négociations s'ouvrent pour l'octroi d'une série de prêts de l'ordre de 190 millions de dollars. Mais, après les événements de juillet 1917, Schiff change d'avis. Il redoute un sursaut de l'armée et de la vieille Russie. Seuls les bolcheviks sont assez résolus pour noyer dans le sang le régime abhorré et l'empêcher à jamais de renaître. Lénine, qui a traversé l'Allemagne dans un wagon blindé, muni de quarante millions de dollars-or versés par Berlin, est partisan d'exécutions massives, en commençant par celle de la



famille impériale. Leiber Davidovitch Bronstein, plus connu sous le nom de Léon Trotsky, n'est pas moins implacable. Il y a quelques mois, les dirigeants américains de Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup> ont refusé de lui ouvrir les portes de leurs coffres. C'est une erreur. Le 21 septembre 1917, le bolchevik Raphaël Sholen Haparanda reçoit une dépêche de Genève. On lui demande de prévenir Trotsky que la banque Warburg, établie à Hambourg, vient d'ouvrir un compte à son nom à la Nye Banken de Stockholm. Le fait fut rendu public en 1931, dans un *Livre blanc* américain (*Papers Relating to Foreign Office Relations of the United States 1918 — Russia*. Tome I).

Précisons que la banque Warburg appartient à une famille de banquiers internationaux. Dans la branche américaine, on trouve Félix et Paul Warburg, qui sont respectivement le gendre et le beau-frère de Jacob Schiff. Dans la branche allemande, l'élément le plus représentatif est Otto Warburg, qui est tout à la fois membre de l'Exécutif de l'Office central de l'Organisation sioniste (dont le siège, en 1914, était à Berlin), secrétaire à la Wilhelmstrasse et membre très important du contre-espionnage allemand. La révolution la plus sanglante du monde ne pouvait avoir de parrains plus efficaces. Un mois plus tard, on allait pouvoir commencer à le vérifier.

Cette année 1917 allait être, pour Jacob Schiff, une année particulièrement faste. Il fêterait son soixante-dixième anniversaire, entouré de l'affection des siens et de la considération générale. A cette occasion, *The Jewish Communal Register of New York City* publierait cet hommage particulièrement bien senti :

M. Schiff a toujours usé de sa fortune et de son influence pour le plus grand intérêt de son peuple [*le peuple juif*]. Il finança les adversaires de la Russie autocratique et usa de son influence financière pour éloigner la Russie tzariste du marché monétaire des USA.

1917 est aussi l'année où, selon les plans dressés par les sionistes, les Etats-Unis d'Amérique entrent dans la guerre (avril). Coïncidence ? Cinq mois plus tard, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie reconnaissent les droits du peuple juif en Palestine.

— **Je me permets de vous rappeler que je vous avais posé une question sur le communisme et même sur la sincérité de la repentance, assez molle semble-t-il, des intellectuels qui n'avaient pas eu assez d'éloges pour fleurir ce système de mort.**

— C'est vrai. Mais si j'arrive au terme de ma démonstration, vous verrez que je me suis moins éloigné du sujet que j'ai pu en donner l'impression. Tout cela est si embrouillé et imbriqué qu'il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'être court... même en simplifiant. Il faut encore savoir ceci :

Le mouvement sioniste naît à Odessa en 1881. C'est Théodore Herzl qui lui donna corps en 1887. Correspondant d'un journal de Vienne à Paris, Herzl assiste au déchaînement de passions provoquées par l'affaire Dreyfus, il avait écrit un livre, *Den Judenstadt* (l'Etat juif). L'année suivante, le premier congrès sioniste se tenait en Suisse. Il se terminait le 31 août 1897 par le *Protocole de Bâle* dont les premières lignes fixaient l'objectif :

Le sionisme lutte pour créer un foyer (*home*) pour le peuple juif en Palestine reconnu par la loi.

Ce fut au cours de ce premier congrès que Théodore Herzl fit à Litman Rosenthal, cette étonnante déclaration :

Une guerre européenne est imminente [...] La grande guerre européenne doit arriver (*The great European war must come*). La montre à la main, j'attends ce terrible moment. Lorsque la grande guerre européenne sera terminée, une conférence se réunira pour établir la paix. Nous devons être prêts pour ce moment-là. Nous serons certainement convoqués à cette grande conférence des nations et nous devons leur prouver l'importance urgente d'une solution sioniste à la question juive. Nous devons leur prouver que le problème de l'Orient et de la Palestine et le problème des Juifs ne font qu'un — les deux problèmes doivent être résolus ensemble. Nous devons leur prouver que le problème juif est un problème mondial et qu'un problème mondial doit être résolu par le monde. Et la solution doit être la restitution de la Palestine au peuple juif. (Rapporté par *American Jewish News*, dans son numéro du 7 mars 1919).

Herzl déploya une activité intense pour faire avancer son projet. Les difficultés étaient de tous ordres. La Turquie voulait bien qu'un Etat juif fut créé n'importe où, sauf en Palestine. (Il fut question de l'Egypte, du Kenya, de l'Ouganda, de l'Argentine). Les Juifs étaient divisés. Les religieux s'opposaient à ce retour en Terre promise qui ne serait pas conforme aux Ecritures. A l'exception des Rothschild, les grands banquiers craignaient pour leurs intérêts internationaux et redoutaient cette initiative. En 1914, sur les trois millions de Juifs vivant aux Etats-Unis, on ne comptait que 20 000 sionistes. La guerre ne facilita pas les choses, du moins à ses débuts. En Allemagne, en France et en Angleterre, l'organisation sioniste possédait de puissants soutiens, mais les gouvernements de Berlin, Paris et Londres ne voulaient pas de conflits avec les Arabes. Il fallut attendre la fin de 1916 et le début de 1917, la mauvaise situation militaire et économique des alliés, la recrudescence de la guerre sous-marine, la montée du pacifisme et l'effondrement de la Russie tzariste pour que l'immense travail de sape, d'approches souterraines et de pressions entrepris par les agents sionistes porte ses fruits.

Deux éléments furent déterminants.

A Londres, à la suite d'une campagne de presse féroce menée, entre autres, par Max Aitken (le futur lord Beaverbrook), le Premier ministre Asquith démissionna. Comme par hasard, Asquith était opposé au foyer juif en Palestine. Il fut remplacé par Lloyd George, chef libéral très populaire. Comme par hasard, Lloyd George était favorable à l'entreprise sioniste. Lord Balfour, son ancien adversaire devenu son ministre des Affaires étrangères, aussi.

Parallèlement, à Washington, le président Thomas Woodrow Wilson subissait une étrange mue. Vigoureux partisan de la neutralité américaine, en 1916, pour son second mandat, il avait fait campagne avec un seul slogan : « *He kept us out of war !* » (Il nous a préservés de la guerre !). Soudain, son pacifisme devint moins affirmé. On remarqua que le juge Brandeis, qu'il avait nommé à la cour suprême, malgré l'opposition du Sénat, prenait de plus en plus d'influence à la Maison-Blanche. On sut bientôt que Brandeis avait dû sa promotion à la recommandation du cabinet d'avocats Guggenheim, Untermeyer et Marshall. Wilson ne pouvait rien leur refuser. Samuel Untermeyer l'avait tiré d'un mauvais pas. Alors qu'il était le président de l'Université de Princeton, Wilson avait commis l'imprudence d'écrire des lettres de feu à l'épouse d'un de ses voisins. Ces lettres furent interceptées par un individu de triste moralité. Il en demandait 40 000 dollars, somme considérable pour un universitaire. Ce fut Samuel Untermeyer qui les lui procura et conclut heureusement cette pénible affaire. Comment Wilson aurait-il pu ne pas favoriser la carrière du juge Brandeis, l'ami de Samuel Untermeyer ?

Toujours comme par hasard, le juge Brandeis était aussi un des *leaders* de l'organisation sioniste américaine. Au mois de mars, une campagne de presse enflamma l'opinion américaine. Le président Wilson rendait public le projet

secret d'une alliance entre le Mexique et l'Allemagne. Le 6 avril, le Congrès des Etats-Unis, à l'instigation de Thomas Woodrow Wilson, déclarait la guerre à l'Allemagne. Le 2 novembre 1917, le ministre anglais des Affaires étrangères écrivait la lettre suivante :

Cher Lord Rothschild,

J'ai le grand plaisir de porter à votre connaissance, au nom du gouvernement de sa Majesté, la déclaration suivante de sympathie à l'égard des aspirations juives sionistes, déclaration qui a été soumise et approuvée par lui :

*“Le gouvernement de sa Majesté considère favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national [national home] pour le peuple juif et il fera de son mieux pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine ni au statut politique et aux droits dont bénéficiaient les Juifs dans tout autre pays.”*

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la fédération sioniste.

Arthur James Balfour

Cette déclaration ne fut publiée en Palestine qu'en 1920. Pour la justifier auprès du public anglais, on racontait qu'elle récompensait Chaïm Weizmann. Juif d'origine russe, sioniste éminent (il allait être trente ans plus tard le premier président de l'Etat d'Israël), Chaïm Weizmann était aussi un savant. La presse révéla qu'il avait inventé un procédé de fermentation du marron d'Inde qui permettait d'obtenir de l'acétone. En temps de guerre, l'acétone était une substance très recherchée. Elle servait à faire des explosifs. On peut quand même penser que l'entrée en guerre des Etats-Unis d'Amérique compta davantage que les marrons d'Inde de Chaïm Weizmann.

Chère Anne, vous allez m'autoriser encore une petite digression...

— **Je suis prête à tous les sacrifices. Vous le savez bien. Mais cependant, je vous indique que nous devons déjà approcher de la moitié du “Cahier”...**

— Il ne fallait pas me lancer sur ce sujet si important et si mal connu. Ainsi, il faut retrouver un instant notre ami Jacob Schiff. Il ne s'agit pas cette fois de ses rapports avec le bolchevisme, mais l'anecdote prouve sa puissance. Nous sommes en mai 1919. Le Conseil des Quatre travaille au traité de Versailles. Il y a là le Gallois Lloyd George, l'Italien Orlando, le Français Georges Clemenceau et l'Américain Woodrow Wilson. A l'ordre du jour, le problème de la Haute-Silésie. L'Allemagne déclare ne pouvoir s'en passer. Lloyd George l'appuie. Orlando hésite. Clemenceau défend les droits de la Pologne. Wilson le soutient, « *avec une certaine ardeur* », dit-on. Il déclare :

— Ce n'est pas parce qu'une quinzaine de grands industriels allemands sont mécontents que nous allons renier notre devoir. Je n'y consentirai jamais.

Pourtant, le 30 mai, brusquement, il y consent. Pourquoi ? Le 28 mai, l'*Association pour la Ligue des nations libres* lui avait adressé un câblogramme chiffré l'adjurant « *de faire droit à cinq articles des revendications allemandes : Fiume, Dantzig, la Sarre, les réparations financières, la Haute-Silésie* ».

L'*Association pour la Ligue des nations libres* avait pour président Jacob Schiff. Il avait signé la dépêche avec cinq de ses amis, appartenant tous à la haute finance américaine : Cohen, Blumenthal, Chapiro, Félix Frankfurter et Mary Sankovitch. Pour le président des Etats-Unis, la plus puissante nation du monde, leurs souhaits étaient des ordres. Quand les services secrets français découvrirent l'affaire du télégramme, Clemenceau eut ce mot :

— Tout s'explique.

Charles Maurras a raconté l'histoire dans un petit livre intitulé *Les trois aspects du président Wilson*. Elle n'était pas pour le surprendre. Il connaissait de longue main Jacob Schiff, « le personnage le plus influent dans la vie juive américaine » (*The Memorah Journal*, avril 1915), l'homme qui déclarait :

On sait bien que je suis un sympathisant de l'Allemagne... L'Angleterre a été contaminée par son alliance avec la Russie... Je suis bien convaincu que l'antisémitisme en Allemagne appartient au passé (Stein, *The Balfour Declaration*, p. 201).

Jacob H. Schiff n'était ni communiste, ni attiré par le communisme. Il n'aimait pas les bolcheviks. Sans doute ne comprenait-il rien à leurs motivations et à la logique implacable de leurs abstractions. Mais il avait su les utiliser pour arriver à ses fins. Quand il mourut, en 1920, plus de trois ans avant Lénine, il avait compris par intuition, observation, réflexion et imagination, ce que le régime soviétique, encore dans ses balbutiements, allait apporter à la politique de bascule, de marchandages, de chantages, d'encerclements et de profits de la nébuleuse judaïque.

Schiff a montré la voie. Il a donné la marche à suivre. Il a même laissé dans la place l'homme qui allait faciliter les contacts entre l'empire du dollar et la patrie des travailleurs : le Juif russe Wladimir Olaf Aschberg, ancien agent de la banque Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup>, et correspondant de la banque Warburg, devenu le président de la Banque commerciale russe, maître ès-finance du Kremlin, et politique rusé. Tête de pont et plaque tournante, Aschberg permit à l'afflux, aussi massif qu'intéressé, des capitalistes américains, de sauver économiquement le régime soviétique.

Le premier de ceux-ci s'appelait Armand Hammer. Juif du Bronx, il avait le goût de l'aventure, la bosse du com-

merce et l'amour de l'humanité. Très jeune il fit fortune en vendant de la gaze et des médicaments à l'Europe souffrante. Elle en avait besoin, en 1918, pour ses millions de blessés.

En 1919, son père, le Dr Julius Hammer, médecin avorteur et pharmacien, fondait, avec d'autres camarades, le parti communiste américain. Aussitôt, Armand décidait de voler au secours de sa nouvelle patrie. Sous les tzars, la Russie était le grenier à blé de l'Europe. Sous les soviets, la famine la menaçait. Armand Hammer résolut de la sauver en lui vendant des surplus de blé américain.

Mas comment vendre, puisque le rouble soviétique n'était pas convertible ? En pratiquant le troc sur une grande échelle et en échangeant le blé contre des fourrures, du bois, des minerais, en particulier l'amiante, dont il reçut le droit d'exploiter les mines.

Après le blé, Hammer fournit des automobiles Ford, des machines à écrire Underwood, des tracteurs Fordson, des fusils, des munitions, et même des stylos à bille. Lénine planifia le système en créant le *Glavkontsesskom*, le Comité des concessions. Armand Hammer le remercia en lui offrant un singe en bronze, assis, pensif, sur une pile de livres. L'un d'entre eux était *L'origine des espèces*, de Charles Darwin. Longtemps, on put voir la statuette au Kremlin dans le bureau de Lénine transformé en musée national.

De cette activité commerciale et bancaire naquit le premier tissu conjonctif qui lia une partie du judaïsme américain à l'Union soviétique. Ce commerce de matières premières, de produits manufacturés, d'argent, s'accompagna fatalement d'un commerce des idées, des sentiments, des émotions, de cet ensemble que l'on appelle aujourd'hui culturel, et d'un commerce politique qui allaient provoquer ou utiliser les événements.

Pour bien comprendre la situation, il n'est pas inutile de rappeler trois détails.



*Premièrement.* Quand nous disons l'Union soviétique, nous ne disons pas l'Union soviétique seule, mais l'Union soviétique et le Komintern. C'est le nom que Lénine donna en 1919 à la III<sup>e</sup> Internationale. Il soulignait l'étroite sujétion des partis communistes du monde au parti communiste russe. Il annonçait que l'ancienne internationale socialiste et anarchique était maintenant une Eglise dont le Vatican se trouvait à Moscou.

*Deuxièmement.* La nature même de la nation juive, nation sans terre, dispersée dans l'espace mais rassemblée par la formidable certitude de son unité et de sa continuité historiques (surtout devant l'ennemi), allait faciliter ces commerces et ces échanges. Elle devait créer un climat que ni les échecs, ni les crimes, ni l'effondrement du communisme soviétique n'arriveraient à altérer profondément.

*Troisièmement.* Les Juifs, en général, s'estiment souvent supérieurs aux non-Juifs, mais rejetés par ceux-ci. Les premiers bolcheviks partageaient cette disposition d'esprit, et pas seulement parce que beaucoup d'entre eux étaient juifs. En 1920, l'Union soviétique se trouvait au ban des nations civilisées, en apparence tout au moins. Son gouvernement n'était reconnu ni par les monarchies, ni par les républiques, ni par les dictatures. La France attendit 1924 et le Cartel des gauches pour accepter de recevoir sur son sol des diplomates qui étaient aussi des révolutionnaires professionnels, agents du Komintern. Ce qui valut au président du conseil, le radical-socialiste Edouard Herriot, d'être immédiatement nommé colonel de l'Armée rouge. Il était donc normal que les ghettos juifs nourrissent sourdement pour le ghetto communiste une sympathie multiforme. On la constatera tout au long des soixante-dix dernières années. Elle est encore présente aujourd'hui.

Certes, il y eut des crises dans ces rapports, des ruptures et des réconciliations, de l'amour et de la haine. Parfois, on joua à "Je t'aime, moi non plus". L'histoire ne s'écrit pas

comme une pièce de théâtre dont l'auteur fait entrer ou sortir les personnages à sa guise, même les morts, puisqu'il peut les ressusciter. Il n'y a pas qu'une serrure à la porte de l'histoire. D'ailleurs, elle n'a pas qu'une porte, mais plusieurs, qui peuvent provoquer des courants d'air inattendus. Je n'en ai pas moins l'intime conviction qu'il exista une complicité entre une partie du judaïsme américain, donc du judaïsme internationalement organisé, et le communisme incarné par l'URSS et le Komintern, dès les origines de ceux-ci, et que cette collusion explique la situation privilégiée dont jouit toujours le communisme assassin.

Dès ses balbutiements, le bolchevisme connut d'étranges protections. En 1917, l'Angleterre refusa de recevoir la famille impériale russe, son alliée par le sang et son alliée dans la guerre, ce qui valait une condamnation à mort. En 1920, Weygand, conseiller militaire en Pologne, contribua à la défaite de l'Armée rouge, mais n'eut pas les moyens d'aller plus loin. Nous n'avons pas sérieusement aidé les Armées blanches de Denikine et de Wrangel.

Je parlais tout de suite de l'isolement de Moscou. Isolement relatif, précisons-le. En 1922, Lloyd George invita l'URSS à la conférence de Gênes, où allait être étudié le relèvement économique et financier de L'Europe. Le représentant soviétique s'appelait Maxime Maximovitch Meier Hénoch Wallach-Finkelstein, dit Litvinov. Membre important de l'appareil extérieur révolutionnaire, spécialement chargé de fournir des armes, Litvinov fut, pour ce fait, expulsé de France en 1908. Passé en Angleterre, il avait épousé une Anglaise. Au cours de la conférence de Gênes, Litvinov prépara avec le délégué allemand Walter Rathenau, également juif mais super-capitaliste puisque sa famille dirigeait le trust allemand de l'électricité, le traité de Rapallo. Signé par Tchitchérine, le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, ce traité stipulait que les deux pays

renonçaient réciproquement à leurs réparations de guerre, décidaient la reprise des relations diplomatiques, l'ouverture de négociations économiques et une consultation permanente sur les grands problèmes économiques internationaux.

Il fut approuvé en Allemagne par le célèbre général von Seeckt, chef d'état-major de la II<sup>e</sup> armée qui remporta, en 1915, la plus grande victoire allemande de la guerre, la percée de Gorlice-Tarnow. On peut voir, dans le traité de Rapallo, la répétition des couturières du pacte germano-soviétique. Si on en parle peu, c'est que toute la gauche, communiste bien entendu, mais aussi socialiste et briandiste, où les éléments israélites formaient des minorités agissantes, applaudirent à deux mains.

Douze ans plus tard, ce furent ces mêmes minorités agissantes qui applaudissaient l'entrée de Finkelstein dit Litvinov à la SDN dont le secrétaire général adjoint n'allait pas tarder à être Rosenberg, attaché à l'ambassade de l'URSS à Paris.

Nous vivons alors une période frénétique. La montée progressive du national-socialisme dans les élections allemandes à partir de 1930 et sa victoire électorale définitive en 1933 provoquaient des révisions déchirantes et une mobilisation générale. Depuis la défaite de 1918 et l'immédiate après-guerre, la République de Weimar était l'enfant préféré du socialisme français, du travaillisme anglais, de la franc-maçonnerie et de ce qu'on peut appeler le parti juif. Nous l'avons vu avec l'intervention de Jacob Schiff à Versailles. Le moindre reflux dans les suffrages de la NSDAP était interprété comme un heureux présage, un signe d'espérance. Le 8 novembre 1932, le frémissant Léon Blum écrivait dans le *Populaire* :

Hitler est désormais exclu du pouvoir. Il est même exclu, si j'ose dire, de l'espérance du pouvoir.

Moins de trois mois plus tard, le 30 janvier 1933, Adolf Hitler devenait le chancelier du Reich. Les mesures anti-sémites étaient immédiates : *numerus clausus* dans les écoles secondaires et les universités, interdiction d'ouvrir et de reprendre des commerces de détail, exclusion de la Bourse, de la Banque, du Barreau, du journalisme. L'exode des Juifs allemands commençait, d'abord par les plus nantis. La réplique ne se faisait pas attendre. Dès la fin du mois de mars, la protestation juive internationale s'organisait en meetings, manifestations, adresses, pétitions. New York donnait le ton, puis Londres, Bruxelles, Varsovie, Bucarest. Le 3 avril, Paris adressait au chancelier Hitler le télégramme suivant :

Les représentants qualifiés des organisations soussignées déclarent au Gouvernement du Reich qu'ils sont décidés à mettre en œuvre toutes mesures possibles de représailles économiques et financières, notamment à poursuivre et généraliser le boycottage systématique des produits allemands, aussi longtemps que non seulement il n'aura pas rendu aux Juifs toutes facilités d'existence morale, mais ne les aura pas restitués dans l'intégralité des droits des autres citoyens allemands.

*Signé : Ligue internationale contre l'antisémitisme, Comité de défense des Juifs persécutés en Allemagne, Comité français pour le Congrès juif mondial, Association des anciens combattants volontaires juifs.*

Lancé des Etats-Unis, le mot d'ordre était général et suivi partout. Enfin, presque général et presque partout. La vérité exige la nuance. Les sionistes dits "révisionnistes", les plus absolus, n'étaient pas hostiles au racisme patriotique du national-socialisme. Ils approuvaient le chancelier Hitler de vouloir rassembler, fût-ce par les armes et le feu, les Allemands sur leur terre, d'où les non-Allemands seraient bannis. Ils espéraient que l'exode profiterait à Israël. Après la déclaration Balfour, les Britanniques avaient reçu de la SDN la Palestine en mandat :

La Société des nations réquisitionnait la Palestine aux Arabes pour fournir aux Juifs un logement et nommait l'Angleterre officier de cantonnement (Arthur Koestler, *Analyse d'un miracle*, p. 14).

Les sionistes croyaient que l'officier de cantonnement allait ouvrir les portes du Foyer national aux Juifs fuyant l'antisémitisme allemand.\* Ils se trompaient. Mais ce calcul explique qu'ils ne participèrent pas, ou de loin, avec des réserves, à la levée en masse planétaire.

En Allemagne, l'Association nationale des Juifs allemands regrettait également la montée des menaces et des avertissements véhéments qui annonçaient la déclaration de guerre économique à l'Allemagne antisémite. Le 31 août 1933, elle publiait une résolution où l'on pouvait lire :

Conformément à l'attitude que nous avons déjà adoptée à maintes reprises, nous autres, Juifs allemands de tendance nationale, nous désapprouvons résolument toute tentative de faire pression sur le gouvernement allemand par l'intermédiaire de l'étranger.

Ce n'était là que des exceptions. Elles n'empêchaient pas la nation juive éparse de se souder ; de pousser à la guerre sainte les pays d'accueil dans lesquels elle s'était établie ; de travailler à cimenter contre l'ennemi commun les alliances nécessaires, si disparates ou contre nature qu'elles pussent apparaître.

En conséquence, les regards des dirigeants juifs convergèrent-ils naturellement vers Staline. Hitler n'était pas seu-

---

\* On trouvera des informations et des révélations stupéfiantes dans *Les guerriers d'Israël*, un livre présenté par Emmanuel Ratier aux éditions Faits et Documents, BP 254.09, 75424 Paris Cedex 09.

lement antijuif. Il était aussi anticommuniste. L'Union soviétique se trouvait donc en première ligne. Elle constituait la cible n° 1 du pacte anti-Komintern et, du même coup, une des mâchoires de la tenaille qui pouvait se refermer sur l'ogre nazi. C'était ce qui comptait. L'horreur du régime communiste passait au second plan. Elle était pourtant à l'ordre du jour. Boukharine, Rykov, Tomski, Trotsky déporté au Kazakhstan, puis banni à Constantinople, avant d'être assassiné d'un coup de machette à Mexico, par un tueur stalinien, Zinoviev, Kamenev, Toukhatchevski, etc. La liste des victimes s'allongeait chaque année. La population des camps de concentration soviétiques, ouverts en 1920, comptait entre six et dix millions d'hommes et de femmes. La police politique d'Etat, appelée Tcheka, puis GPU (Guépéou), puis NKVD, forte de 300 000 agents, veillait à l'alimentation du goulag. C'était la terreur dans toute sa splendeur. Personne ne l'ignorait. Elle n'empêcha pas les Etats-Unis de reconnaître l'Union soviétique (novembre 1933), ni les associations juives de militer pour de vastes rassemblements, style Front populaire en 1935, où les partis communistes étaient admis à part entière, pour faire la politique stalinienne.

Même le pacte germano-soviétique signé au Kremlin (23 août 1939), même l'entrée de l'Armée rouge en Pologne (17 septembre 1939), prenant à l'envers l'armée polonaise et détruisant ses dernières possibilités de résistance, n'entraînèrent pas la rupture. Le tissu conjonctif fut le plus fort. La preuve. L'Angleterre et la France avaient déclaré la guerre à l'Allemagne nationale-socialiste parce qu'elle avait envahi la Pologne. Elles se gardèrent bien de déclarer la guerre à la Russie soviétique, quand Staline joignit ses soldats à ceux d'Adolf Hitler. Elles ne bougèrent pas davantage quand, après le bombardement d'Helsinki, les forces soviétiques pénétrèrent en Finlande

(30 novembre 1939), y imposèrent leur paix, avant d'annexer la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, et de reprendre la Bessarabie aux Roumains. Il avait beau faire, Staline bénéficiait d'un traitement de faveur et le grand capitalisme juif continuait de regarder d'un regard ému son enfant terrible : le communisme bolchevique.

On le vit dès l'attaque allemande du 22 juin 1941. Quoique repoussés devant Moscou, les Allemands conquirent les pays Baltes, la Biélorussie, l'Ukraine, la Crimée, la région industrielle du Donbass, une partie du bassin pétrolier du Caucase, etc. Mais, dès juillet 1941, l'URSS et la Grande-Bretagne signaient un accord d'assistance mutuelle. A partir de cette date, les Etats-Unis, (pourtant neutres) firent parvenir à Staline un matériel considérable, soit par l'Iran d'une part, soit par bateaux, malgré les sous-marins qui patrouillaient dans l'Atlantique et l'océan Arctique. Ce n'est pas exagéré de dire que, pour la seconde fois, le grand capitalisme sauvait l'Union soviétique. La mobilisation des énergies, de la puissance et des relations juives permettait, aidait, portait, soutenait ce sauvetage. Hollywood, où l'imprégnation juive est considérable, entrait dans la guerre psychologique et de propagande. Ce n'est pas la moindre. Quand Hitler disait que la nation juive lui avait déclaré la guerre, il ne convainquait pas grand monde, en dehors de ses partisans. Pour l'immense majorité des gens, la "nation juive" était, et sans doute est encore, une construction abstraite qui n'existe que dans les cerveaux dérangés. Et pourtant... On trouve, dans le *Journal* de Forrestal, secrétaire à la Défense des Etats-Unis, sous Roosevelt et Truman, cette curieuse note :

*27 décembre 1946. Joué au golf avec Joe Kennedy. [Joe Kennedy, le père de John Kennedy, avait été l'ambassadeur de Roosevelt en Grande-Bretagne dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre. NDA.] Je lui ai*

parlé de ses conversations avec Roosevelt et Chamberlain [*Premier ministre britannique*]. Il m'a dit qu'en 1938 Chamberlain estimait que l'Angleterre n'avait rien pour se battre et qu'elle ne pouvait courir le risque d'une guerre avec Hitler. Opinion de Kennedy : Hitler se serait battu contre la Russie et la Grande-Bretagne n'aurait pas été entraînée dans le conflit s'il n'y avait eu Bullitt [*William C. Bullitt, ambassadeur de Grande-Bretagne en France*] qui, tout au long de l'été de 1939, avait insisté auprès de Roosevelt pour que les Allemands soient stoppés net dans l'affaire polonaise ; ni la France, ni la Grande-Bretagne n'auraient déclaré la guerre pour la Pologne sans les perpétuels coups d'épingle de Washington. D'après lui [*Kennedy*], Bullitt répétait à Roosevelt que les Allemands ne se battraient pas — Kennedy qu'ils se battraient et qu'ils envahiraient l'Europe. Chamberlain aurait dit que c'était l'Amérique et les Juifs du monde entier qui avaient poussé l'Angleterre de force dans la guerre. Au cours de la conversation téléphonique que Kennedy avait eue avec Roosevelt dans l'été de 1939, le Président n'avait cessé de lui dire qu'il fallait pousser le fer dans les reins de Chamberlain, et Kennedy lui répondait invariablement que cela ne pouvait servir à rien si les Anglais n'avaient pas de fer pour combattre l'ennemi, ce qui était malheureusement le cas (Editions Amiot-Dumont, Paris, 1952, p. 113).

Après avoir « *envahi l'Europe* », comme le prévoyait Joe Kennedy, de la pointe du Finistère à l'Oural et de la Crète à l'Antarctique, Hitler n'en fut pas moins écrasé militairement, économiquement et politiquement par cette tentaculaire nation juive, sans terre, sans uniforme et sans armes. Plus exactement par l'alliance de la démocratie capitaliste et de la dictature communiste, alliance qui n'aurait jamais été aussi soudée sans le tissu conjonctif établi par l'aide marchande du judaïsme marchand.



— D'où vient alors cette conviction, répandue partout et très ancrée dans nos milieux, d'un antisémitisme d'Etat existant en URSS. Il y a eu beaucoup d'articles sur le sujet, jusque dans *Minute*, du temps que vous y étiez. De nombreux livres parurent, dont certains écrits par des proches, qui citaient des textes et rapportaient des faits indiscutables. Comment expliquez-vous que les organisations juives mondiales aient pu avoir partie liée, si intimement liée, avec un Etat antisémite ?

— Cette fois, c'est vous qui me provoquez et m'attirez toujours plus loin. Mais la question est importante. Elle mérite une réponse qui ne le soit pas moins. Rien n'est simple en histoire, je vous l'ai dit, et tout y est encore plus compliqué quand les Juifs y sont mêlés.

Quoique le pouvoir communiste en Russie ait puni de mort l'antisémitisme, celui-ci, par héritage ancestral, existait toujours au fond de la vieille Russie, terre des pogroms, encore que pour Dostoïevski cet antisémitisme se manifestait de moins en moins à la fin du siècle dernier. Après la Révolution, les antisémites n'avaient pas tous disparu. Il s'en trouvait certainement dans le Parti. L'antisémitisme pouvait sourdre, à tous moments, selon l'évolution de la politique. Elle est souvent l'art de faire croire à l'existence de ce qui n'est pas. Il y a les tactiques, les feintes, les trompe-l'œil. Dans toute alliance existe l'arrière-pensée d'utiliser l'allié à son avantage. L'Internationale juive entendait se servir de l'Internationale communiste,

mais l'Internationale communiste se croyait capable d'utiliser l'Internationale juive à son profit. En politique, l'innocence n'existe pas. Moscou se méfiait de Tel-Aviv. Cela n'empêcha pas les usines Skoda, en Tchécoslovaquie, d'armer la Haganah, l'armée sioniste, contre l'armée britannique en Palestine. L'opinion courante était que l'URSS fut l'alliée vigilante et déterminée du monde arabe. C'est confondre la réalité et l'illusion. Dès la fin des hostilités, les groupes de pression et d'influence aux Etats-Unis menèrent une formidable campagne pour obtenir le partage de la Palestine, c'est-à-dire la transformation du Foyer national juif en Etat. Citons encore Forrestal. Son témoignage est hallucinant.

*4 septembre 1947.* A la fin du déjeuner, Hannegan [secrétaire d'Etat aux Postes] a soulevé la question de la Palestine. Il jugerait opportune une déclaration présidentielle faisant mention de l'entrée en Palestine de cent cinquante mille Juifs. [A quoi la Grande-Bretagne s'opposait. On se souvient de l'affaire de l'Exodus, attaqué à 17 milles de la Palestine, par le destroyer en place, HMS Childers. Quatre morts, mais une émotion énorme. NDA.] Il [Hannegan] a dit qu'il tenait simplement à souligner qu'une telle déclaration aurait un gros effet sur la collecte des fonds pour le Comité national du parti démocrate. Des versements très importants ont été consentis par des donateurs juifs, l'année dernière, et ils régleront leur générosité sur l'attitude du Président à l'égard de la question palestinienne... (p. 232).

*26 novembre 1947.* Déjeuner avec le sénateur McGrath. [D'après lui] les fonds du Comité national démocrate étaient alimentés pour une bonne part par des souscripteurs juifs et beaucoup de ceux-ci versaient leur argent "dans l'intention très nette d'avoir la possibilité d'exprimer leur avis et d'en voir tenir compte sérieusement dans les affaires telles que l'actuelle question palestinienne". Les Juifs avaient le sentiment que les Etats-Unis ne faisaient pas tout leur possible pour amener l'Assemblée générale

## Publications FB

Directrice : Anne Le Pape  
21 rue Mademoiselle  
75015 Paris

Mars 1998



### *Lettre familière*

Chers lecteurs et amis,

La première *Lettre familière* accompagnait déjà le premier de ces *Derniers Cahiers*. Je ne me souviens pas qu'elle ait fait défaut aux suivants. Elle voulait établir un lien entre nous ; raconter nos petits secrets, nos projets, nos réussites, nos déboires ; faire du lecteur des *Cahiers* autre chose qu'un lecteur, un abonné, et même, consécration suprême, récompense dont on osait à peine rêver, un ré-abonné, garantie de fidélité et de durée.

A l'avant-dernière parution de la sixième et ultime série, la *Lettre* a donc perdu sa raison d'être. Le cycle des *Cahiers* se termine. Notre avenir est derrière nous – même s'il m'arrive de songer à l'effet, sur les générations futures, de la lecture du *Vallat*, d'*Un certain racisme juif*, des trois *Brasillach* et de l'*Interrogatoire*, mon préféré.

Je vous épargnerai les variations sur les affres du malheureux auteur auto-édité, lorsque revenait la période des réabonnements. J'ai déjà trop souvent évoqué le baromètre des *Publications*. Sans risque d'erreur, il prévoyait ce que serait notre climat dans l'année à venir. Si l'aiguille traînassait sur *Pluies et vents*, le cœur se serrait. Mais qu'elle se fixât résolument sur *Grand beau temps*, et déjà je voyais le ciel d'azur et je sentais la brise, modèle zéphyr, qui apportait du jardin l'odeur des roses encore mouillées des larmes de la nuit.

Je vous épargnerai aussi les couplets mélancoliques sur la vie qui passe, l'accélération du temps, les choses qui furent ne seront plus jamais, la nécessité de mettre un jour le mot fin au bas de la page, la hantise du combat de trop comme disent les vieux boxeurs *groggy* dans les cordes, la peur d'encombrer qui est une idée fixe de la vieillesse dans ma famille, et celle de rabâcher ses histoires personnelles. Bref sur l'arrêt des *Cahiers*.

Il était prévu. A la fin de l'année, les *Publications FB* devaient changer de peau. La fermeture de la *Librairie de la Joyeuse Garde*, où nous avons notre bureau-dépôt (d'abord rue de l'Amiral-Roussin, ensuite rue Fondary), depuis le n° 1, l'a seulement précipité. Notez donc notre nouvelle adresse :

Publications FB  
21 rue Mademoiselle - 75015 Paris.

C'est là qu'il faudra désormais nous écrire, pour tous renseignements, compléter votre collection, acquérir les livres du catalogue que vous n'avez pas encore, ou les offrir.

Naturellement les abonnés recevront le dernier *Dernier Cahier*, suite et fin de cet *Avant de prendre congé*, dans la foulée de celui-ci, puis, cet été, le *Livre de l'invité*, je devrais dire de l'invitée, puisqu'il s'agit de celui de Mathilde Cruz. Il va apporter une note de gaieté tonique. Nous en avons besoin.

Il me reste à vous remercier. Durant toutes ces années vous m'avez offert ce qu'un vieil écrivain de presse comme moi, sans ambitions de société, pouvait souhaiter de mieux : la liberté d'écrire sur des sujets de mon choix, la possibilité matérielle d'éditer et de diffuser, la fidélité d'une audience qui ne s'est pas démentie.

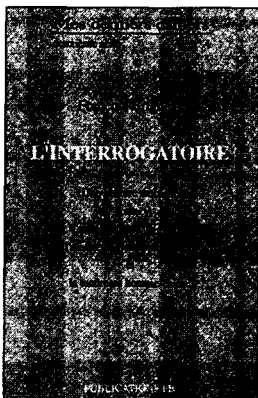
Bien à vous et vive la France française.



François Brigneau

Encore disponible aux Publications FB  
le Cahier préféré de François Brigneau :

*L'Interrogatoire*



Sur *l'Interrogatoire*, ils ont dit :

*L'interrogatoire* se lit d'une traite comme tous les écrits de François Brigneau.

Sous la menace, un vieil homme parle. Il défend les idées que son cœur et sa raison lui ont inspirées et que les événements justifient. A s'y cramponner, il risque sa vie mais, entre les coups, entre deux angoisses, le retour sur le passé le rend guilleret, volubile.

*Le Maréchal*. (Bulletin de l'ADMP, directeur Yann Clerc),

Comment résumer un tel récit sans dévoiler ses ressorts et sa fin ? On peut dire simplement qu'on y lira l'histoire d'une fidélité à des convictions et des risques encourus à défendre la vérité. Et aussi comment les passions humaines embellissent ou défigurent, alternativement, une vie. Au second degré, on pourra aussi s'interroger sur la part autobiographique d'un tel livre et sur ses clés éventuelles.

Au total un livre tout en sensibilité et en réminiscences historiques.

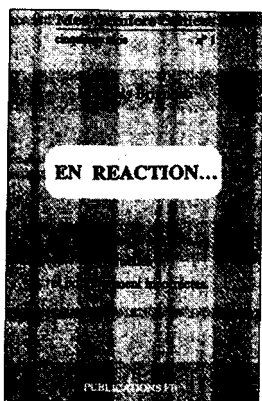
*Yves Chiron, L'Action Française Hebdo.*

François Brigneau, qui avait vingt ans à la déclaration de guerre, ne passe certes pas pour un homme capable de taire ses opinions. Il aurait même tendance à les claironner haut et clair, et avec talent de surcroît, à chaque occasion. C'est pourquoi ce qu'il écrit est essentiel si l'on veut bien comprendre non pas tant le déroulement des faits, puisqu'il n'a pas joué en ces temps lointains un rôle important, mais des sentiments qu'il a éprouvés et restitués depuis lors, avec un indéniable bonheur d'expression. Même ses adversaires sont bien forcés de reconnaître en lui le plus grand, sans doute, des polémistes de notre temps, un temps singulièrement pauvre en hommes de caractère.

Ceux qui aiment le Brigneau journaliste seront peut-être surpris de voir que son dernier ouvrage – un de ces petits volumes incisifs des *Publications FB* – emprunte la forme littéraire de la nouvelle pour exposer les idées qu'ils connaissent et qu'ils partagent.

(...) La forme romanesque donne à cette confession d'un enfant du XXe siècle, Celte de Cornouaille, une allure assez mélancolique. Ce petit livre marque une étape dans la carrière de Brigneau, celle d'une vision bien littéraire et romantique de ce que l'on nomme la politique et qui est tout autant, pour lui, un sentiment qu'une conviction.

*Henri Landemer, National-Hebdo.*



## Réactions à *En réaction*,

et tout particulièrement à la nouvelle intitulée

### *Le Curé de Cucugnan* :

Voici ce que l'on peut lire dans *Fideliter* : « Il existe une manière de traiter du réel difficile parfois, mais riche d'évocation : la transposition littéraire. Par le roman, la pièce de théâtre, le poème, la nouvelle, l'auteur peut nous faire sentir, goûter, voir le réel " plus vrai que nature". Ce qu'aucune explication n'aurait pu nous faire concevoir, une simple scène, quelques mots, une description sont capables de nous le faire " jaillir à la figure." (...) A notre avis (mais le lecteur appréciera lui-même), la dernière nouvelle, intitulée *Le curé de Cucugnan*, est la meilleure, parce que la plus étonnante. On ne sait pas où l'auteur veut nous mener et, lorsque nous y sommes arrivés, il est trop tard pour faire demi-tour. »

Dominique Adrien, de *Rivarol*, en brosse à grands traits l'histoire et conclut : « Le bon abbé rêvait de l'au-delà, mais sur place le rêve tourne au cauchemar... » Pierre de Place, quant à lui, en présente ce résumé : « Les misères et la terrible "ascension" du pauvre abbé Martin, vieux prêtre traditionnel. » Il ajoute « C'est à la fois cruellement drôle et rudement sérieux. A ne pas manquer. » G.A. Amaudruz, dans le *Courrier du Continent*, y voit une satire de la décadence :

« L'abbé Martin, curé de Cucugnan, arrivant au paradis, y retrouve les crapules et les pourris qui tenaient le haut du pavé sur terre. Et cela, parce que les mondialo-gauchistes ont noyauté les services de tri et d'admission. (...) Il pleure et désespère. Une voix l'interpelle : "Du cran, morbleu ! Ignoreriez-vous qu'en politique le désespoir est une sottise absolue" C'était Charles Maurras qui lui remontait le moral. »

C'est sous la plume de Philippe Vilgier que *Présent* (13 juillet 1996) donne sa réaction : « Avec *Le curé de Cucugnan*, même si la cocasserie va bon train, le lecteur verra peut-être poindre en lui une sourde angoisse et l'inquiétude la gagner. Quoi ! même le paradis n'est pas à l'abri de la subversion. Là-aussi anti-France et police de la pensée intriguent. Alors, François Brigneau serait-il gagné par un irrémédiable pessimisme ? Que non ! Il nous a plu d'y voir une invite à ne jamais baisser la garde. Une façon ô combien plaisante (...) de dire qu'il est illusoire de penser que le combat cessera un jour. »

Martin Peltier, dans *National-Hebdo* du 18 juillet 1996, sous le titre « Et si on les pend pas... », souligne le ton, inspiré « par ce mélange de rage triste et de pitié indignée que suscitent inmanquablement dans le cœur d'un Français l'implacable mort molle de notre civilisation. (...) Même le ciel confond le bien et le mal au désespoir du curé de Cucugnan. (...) Ça n'est pas toujours très gai, mais, à force, ça rendrait pugnace une colonie de dormeurs à marée basse. »

## AVEZ-VOUS LU ?



### BRIGNEAU EN ARGOT (I)

Des nouvelles. Des chroniques. Des pamphlets en langue parlée. Plus trois textes de présentation en français grammaticalement correct. Plus un petit dictionnaire argot-français (avec des exemples). Plus des notes (pas piquées des hannetons) sur les personnages politiques cités.

Un volume de 342 p. 150 F franco.

### BRIGNEAU EN ARGOT (II)

Une longue préface inédite sur nos milieux littéraires d'extrême-droite au lendemain de la Libération et un roman noir d'amour vache, à déconseiller aux coeurs sensibles. Il est d'ailleurs édité avec un rectangle blanc.

Un volume de 295 p. 140 F franco.



## L'avis d'un connaisseur :

*Très bien, je trouve ce Coco-Bel-Oeil ! Mais pas langage parlé. Transposition, récréation en langage écrit du "parlé" ... rendu émotif, poésie mitraillée. Coco-Bel-Oeil a même le petit truc du délire lyrique final, trop oublié du français, et qu'on ne trouve que chez Vallès, dans le seul Bachelier, le français est pauvre en lyrisme (...)* S'il rogne un peu l'argomuche, il rentre en plein dans le style vengeance qui fera crever les Sartre, Carco, Bourget, et même Balzac, Duhamel, en cadence irrésistible. Musique, à peine prose, drapée, le vice.

**Louis-Ferdinand Céline.**

*Lettre à Pierre Monnier. Cité dans Ferdinand furieux de P. Monnier.*

AUX PUBLICATIONS F.B.  
Les trois Cahiers consacrés  
**A Fresnes au temps de Robert Brasillach**

\*

François Brigneau n'a jamais abdicué. Son adolescence sous les feux de l'Épuration commandait les devoirs solidaires de mémoire et de témoignage.

**Eric Vatré** *Enquête sur l'histoire*

François Brigneau aurait pu céder à un sentimentaliste démagogique ou choisir le ton froid, « objectif », pour évoquer cette période horrible qui ne s'est jamais effacée de l'esprit de ceux qui l'ont vécue. Il a préféré laisser parler sa mémoire, appuyée par le contexte du moment, illustrée par des extraits des *Poèmes de Fresnes*. (...) Il y aura sans doute des *Cahiers* plus étincelants de verve, d'autres plus fouillés, mais ceux-ci, qui paraissent pour le cinquantième anniversaire du supplice du poète assassiné, ont quelque chose d'unique dans la précision et l'intensité.

**Jean-Paul Angelelli** *Rivarol*

Dans ces pages crépitantes d'émotion, toutes résonnantes du grand chambardement de la Seconde Guerre mondiale et des convulsions de notre guerre civile franco-française, nous retrouvons toutes les facettes de l'immense talent de François Brigneau. Le reporter qui raconte les choses vues, telles qu'elles sont (la messe à Fresnes constitue un morceau d'anthologie). Le portraitiste qui croque ses compagnons d'infortune sur le vif, d'un trait agile et précis, avec une sympathie qui n'exclut ni l'impertinence ni la drôlerie. Le polémiste à la verve incandescente. Le styliste dont les mots épousent tour à tour toutes les nuances de la parlure française, passant de la trivialité rabelaisienne à une clarté et une pureté toutes classiques. Le militant passionné et incorruptible de la cause nationale. Le révolté, en insurrection permanente contre les impostures de l'idéologie contemporaine. Un rebelle dont la jeunesse a été gravement brûlée et peut-être défigurée par les terribles incendies de l'histoire contemporaine.

**Jean Cochet** *Présent*

Le prix de chacun de ces *Cahiers* est de 60 F (150 F les trois).



**BON DE COMMANDE.  
LIVRES ET CAHIERS  
DES PUBLICATIONS F. B.**

NOM (en capitales) .....

PRENOM .....

ADRESSE (en capitales).....

.....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Je désire recevoir :

- Brigneau en argot :  
Tome I : De Moi-Mézigue à Coco-Bel-Œil 150 F
- Brigneau en argot :  
Tome II : Paul Monopol 140 F
- La Mort en face. 145 F
- (1939-1940 : L'année terrible. Epuisé)
- 1792-1794 : La Terreur, mode d'emploi. 190 F
- Quand les armes se sont tues. 130 F
- Mon après-guerre. 180 F
- Mon village à l'heure socialiste. 110 F
- PARIS 300 F
- Jules l'imposteur. 120 F
  
- LAFFLY : Mes livres politiques 80 F
- LEGER : Une jeunesse réactionnaire 100 F
- NOUYRIGAT : A l'enseigne du Père tranquille 120 F

*Mes derniers cahiers :*

*Au numéro :*

- |                               |      |
|-------------------------------|------|
| 1. Pour saluer Mgr Lefebvre   | 50 F |
| 2. Un certain racisme juif    | 50 F |
| 3. (Philippe Pétain : épuisé) |      |
| 4. La haine anti-Le Pen       | 50 F |

LA DEUXIÈME SÉRIE. Les 4 cahiers. 150 F  
Avec Laffly 180 F

*ou, au numéro :*

- |  |      |
|--|------|
| 1. Mais qui est donc le professeur Faurisson ? | 50 F |
| 2. Le jour où ils tuèrent Philippe Henriot.    | 60 F |
| 3. Devine qui vient télé-dîner ce soir ? (I)   | 60 F |
| 4. L'interrogatoire.                           | 50 F |

LA TROISIÈME SÉRIE. Les 4 cahiers. 150 F  
Avec Léger 200 F

*ou, au numéro :*

- |   |      |
|---|------|
| 1. Devine qui vient télé-dîner ce soir ? (II) | 60 F |
| 2. « Mon » Affaire Dreyfus.                   | 50 F |
| 3. 75 ans...                                  | 50 F |
| 4. A Fresnes au temps de Brasillach. Tome I.  | 60 F |

LA QUATRIÈME SÉRIE. Les 4 cahiers. 170 F  
(pas d'invité). ou, au numéro :

- |  |      |
|--|------|
| 1. A Fresnes au temps de Brasillach. Tome II.  | 60 F |
| 2. A Fresnes au temps de Brasillach. Tome III. | 60 F |
| 3. Le vote juif                                | 60 F |
| 4. Le retour des morts-vivants                 | 70 F |

LA CINQUIÈME SÉRIE. Les 4 cahiers. 200 F  
Avec Nouyrigat 230 F

*ou, au numéro :*

- |  |       |
|--|-------|
| 1. En réaction                         | 70 F  |
| 2. Le Tartuffe du porno                | 70 F  |
| 3/4. Le racisme judiciaire (1944-1997) | 120 F |

LA SIXIÈME SÉRIE. Les 4 cahiers. 200 F  
Avec Mathilde Cruz 230 F

*ou, au numéro :*

- |  |      |
|--|------|
| Un hold-up raté                        | 70 F |
| Xavier Vallat et la question juive     | 70 F |
| Avant de prendre congé T1              | 70 F |
| Avant de prendre congé T2 (à paraître) | 70 F |

TOTAL .....

Pour toute commande DOM-TOM ou étranger, ajouter 40 F.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des :

PUBLICATIONS F.B. — 21 RUE MADEMOISELLE — 75015 PARIS.

de l'ONU à voter pour le partage de la Palestine. « *Les Juifs comptaient que les Etats-Unis mettraient tout en œuvre, même la force en cas de besoin, pour faire exécuter le partage s'il était voté par l'ONU* ».

Le samedi 29 novembre, l'Assemblée générale vota, par 33 voix contre 13 et 10 abstentions, la séparation de la Palestine en deux Etats indépendants. Ce vote, un des seuls aux Nations Unies pour lesquels les bulletins des Etats-Unis et ceux de la Russie se mêlèrent, fut accueilli avec satisfaction par l'opinion juive (pp. 253-254).

*1<sup>er</sup> décembre 1947.* Le zèle et l'activité des Juifs ont failli compromettre la cause qu'ils défendaient. J'ai fait remarquer que beaucoup de Juifs réfléchis ne sont pas du tout persuadés que les sionistes aient eu raison de faire pression pour obtenir la création d'un Etat juif en Palestine et j'ai cité l'éditorial du *New York Times* de dimanche matin, qui se fait l'écho de ces inquiétudes quand il écrit : "*Beaucoup d'entre nous doutent depuis longtemps qu'il soit sage de fonder un état politique sur la base de la foi religieuse.*" J'ai dit qu'à mon avis la décision était lourde de dangers pour la sécurité future de ce pays.

*3 février 1948.* Reçu aujourd'hui la visite de Franklin D. Roosevelt jr qui est venu présenter un plaidoyer vigoureux en faveur de l'Etat juif de Palestine, disant que les Etats-Unis devaient donner leur appui à la "décision" de l'ONU et dans l'ensemble présentant la thèse des sionistes. Je lui ai fait remarquer que l'ONU n'avait pris aucune "décision", qu'il ne s'agissait que d'une simple recommandation de l'Assemblée générale, que tout effort des Etats-Unis pour mettre en œuvre cette "décision" nécessiterait une mobilisation partielle et qu'à mon avis les méthodes employées par des gens qui ne faisaient pas partie du gouvernement, pour contraindre et intimider d'autres nations à l'Assemblée générale, ressemblaient fort à un scandale. Il a fait celui qui ignorait tout de cette dernière affaire et en est revenu à un plaidoyer pour l'ensemble de la cause sioniste.

Il n'a proféré aucune menace mais n'a pas caché que les partisans fanatiques de cette cause étaient résolus à essayer

de faire renverser la politique gouvernementale à l'égard de la Palestine [*Donc de faire voter républicain*]. Je lui ai répété ce que j'avais répondu au sénateur McCarthy lorsqu'il m'avait fait remarquer que si nous ne soutenions pas les sionistes nous risquerions de perdre New York, la Pennsylvanie et la Californie : c'est qu'à mon avis il est grand temps que quelqu'un se préoccupe de savoir si nous ne pourrions pas perdre les Etats-Unis (p. 267).

Contrairement à ce que Forrestal disait à Roosevelt jr, l'héritier d'un des grands fauteurs de guerre des temps modernes, le vote de l'Assemblée générale des Nations Unies décidant le partage de la Palestine n'était pas une « *simple recommandation* ». C'était une décision définitive. Les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, venaient ensemble de cautionner la création d'un Etat juif, au détriment des Palestiniens et des engagements des Anglais. De la part de l'Amérique, ce n'était pas surprenant. Trois millions de Juifs vivaient aux USA, faisant de ce pays le premier pays juif du monde. Leur pouvoir y était extravagant. Leur acharnement à réduire toute résistance à leur entreprise aussi. Le *Journal* de Forrestal l'indique, et l'allusion au *scandale* des représentants à l'ONU soumis à des contraintes et à des intimidations est bien révélatrice des manœuvres qui purent s'y déployer.

Ce qui étonna davantage, ce fut l'attitude de l'URSS. On la croyait hostile au sionisme et désireuse de se ménager le monde arabe. Le "rideau de fer" était tombé en mars 1946. La température de la guerre froide ne cessait de baisser. Moscou avait là un excellent prétexte pour affronter Washington sans risque. Écoutons Koestler :

Les premiers jours [*des discussions à l'ONU*], une grande énigme se posait : quelle serait l'attitude de l'Union soviétique et des pays satellites ? La première indication en fut donnée le quatrième jour du débat lorsque le délégué polonais, puis le délégué tchèque, Jean Mazarick, soutinrent la

solution du partage. [...] C'est alors qu'éclata le nouveau miracle de Palestine qui coupa le souffle même à ceux qui ne s'intéressaient pas à la question. A deux jours d'intervalle, respectivement le 12 et le 14 octobre, les délégués des Etats-Unis et de l'Union soviétique se déclarèrent tous deux en faveur du partage et, pour la première fois dans l'histoire de l'ONU, se retrouvèrent ensemble du même côté de la barricade (*Analyse d'un miracle*, p. 166).

L'image parut tellement juste à Koestler qu'il la répéta, une page plus loin : « *Ce consentement de la Russie avait été un miracle.* » Les miracles ne sont jamais fortuits. Dieu les fait pour prouver ou récompenser. Les hommes n'agissent pas différemment. Quelle récompense expliquait ce consentement miraculeux qui était d'abord un retournement auquel peu de gens croyaient ? A l'exception — peut-être — de quelques initiés. Ici nous entrons dans le domaine de la conjecture, des hypothèses, des suppositions et même du soupçon sans preuve flagrante. Le vote des Soviétiques favorable à Israël est du 29 novembre 1947. Moins de deux ans plus tard, le 23 septembre 1949, les Soviétiques faisaient éclater leur première bombe A. Le "big boss" de la Commission de l'Energie atomique américaine était David E. Lilienthal, président de la Tennessee Valley Authority. Il devait sa nomination à Truman. Sur quelles pressions ? Je l'ignore. Ce que je sais, c'est que sa personnalité et sa façon de travailler étaient très critiquées au Sénat. On lui reprochait de n'avoir pas fait examiner les antécédents de ses collaborateurs avant de les faire engager par le FBI. Il y avait beaucoup d'Israélites dans la recherche et l'industrie atomique aux Etats-Unis. Certains d'entre eux étaient plus juifs qu'américains. Le grand public l'apprit lors de l'arrestation, puis de la condamnation à mort, en 1951, des époux Rosenberg, Ethel et Julius, pour espionnage atomique en faveur de l'URSS. A la lumière de tout ce que nous avons vu depuis le début de cette analyse, l'existence d'un marchandage entre espions

sionistes et Moscou ne peut être exclu. « *Donnez-moi la bombe, je vous donnerai votre Etat.* » Est-ce si extravagant ? Cela prouverait en tout cas que Jacob Schiff ne s'était pas trompé. On pouvait attendre beaucoup de l'entente souterraine avec les communistes.

— **Tout au long des guerres israélo-arabes qui se succédèrent depuis 1947, l'URSS fut néanmoins du côté arabe, jusqu'à son effondrement.**

— En apparence tout au moins. Force est de constater pourtant que, malgré l'armement (souvent de second ordre et technologiquement dépassé) fourni par les Soviétiques et l'appui de ses conseillers militaires, les Arabes et les Palestiniens volèrent de défaite en défaite. Politiquement, les stratèges de Moscou ne les ont pas mieux inspirés. Economiquement, ils n'ont pas réussi à les empêcher de se mettre dans la main des banquiers juifs américains. L'URSS a joué le rôle du protecteur qui laisse dépouiller son protégé. La preuve, c'est que sa disparition n'a rien changé. Au contraire... Je vous le disais. Il faut se méfier des apparences.

— **Et l'URSS antisémite en fut une ?**

— Je le crois. Les Associations juives ont toujours eu besoin d'un épouvantail. C'est la peur qui cimente leurs troupes. On le voit chez nous avec cette référence permanente et obsessionnelle à 1940-1944 et cette diabolisation du Front national, dont on veut faire, à toutes forces et contre toute vraisemblance, l'héritier du national-socialisme.

Relisez la conquête de Berlin par Goebbels et vous verrez si l'esprit et les méthodes de la NSDAP se retrouvent dans la pensée et dans l'action du Front. Le Front n'a jamais défendu de thèses racistes et antisémites. Le Front n'a pas de SA. Ce n'est pas lui qui casse les réunions de ses adversaires. Ce sont ses adversaires qui attaquent ses réunions et les font interdire. Il n'empêche que la rumeur s'enfle et se propage : le Front national est un mouvement qui impose, par la violence, une idéologie raciste et antisémite.

L'antisémitisme de l'Union soviétique fut une création de plusieurs organisations juives et, en particulier, de l'*American Jewish Committee*. La rumeur commença à se propager en même temps que l'on découvrait l'espionnage communiste aux Etats-Unis. Comme beaucoup de communistes américains étaient juifs, ainsi qu'un certain nombre d'espions atomiques, pour éviter que l'anticommunisme naissant se transforme en antisémitisme, les manipulateurs de l'opinion fabriquèrent une Union soviétique antisémite. En sélectionnant les faits, en les déformant, en transformant le fond antijuif de la masse russe en nouvelle politique élaborée par les autorités soviétiques, en transformant Staline en un successeur d'Hitler, on monta une fiction et on créa une psychose. L'URSS fut présentée comme un empire antisémite en puissance, ce qui impliquait qu'aucun Juif ne pût être accusé de travailler pour lui et que tous les Juifs devaient être sur leurs gardes.

Cette construction artificielle présentait un autre intérêt. Elle permettait de faire pression sur le Kremlin quand revenait le problème des visas de sortie accordés aux Juifs désireux de partir pour Israël. Ce ne fut pourtant jamais plus qu'un grossier artifice de propagande. J'ai connu un peintre figuratif, Russe de Moscou, autorisé à venir de temps à autre à Paris, en voyage d'études. J'ai connu des industriels français qui se rendaient régulièrement en Russie, pour des voyages d'affaires. Le premier et les autres,

quand on les interrogeait sur l'antisémitisme soviétique, éclataient de rire, et l'un me dit un jour :

— C'est comme si vous me demandiez pourquoi, en Russie, les Juifs sont soudain devenus antisémites !

Ni la terreur, ni les crimes, ni l'horreur, ni l'échec du régime soviétique n'ont jamais coupé le cordon ombilical entre le communisme et une partie du judaïsme. Comme celui-ci est à la fois un phare, un aimant et un moteur de la classe intellectuelle, celle-ci, tout naturellement, s'emploie à adoucir et à nuancer le rejet actuel du communisme. J'ai été très long, mais j'y suis arrivé.

**— Pas tout à fait. Si vos explications sont exactes, pourquoi, après l'avoir tant soutenue, les Etats-Unis ont-ils brusquement abandonné l'Union soviétique, qui s'est aussitôt effondrée ? Ce système de fer était aussi en carton...**

— Je ne vois qu'une double explication, mais rien ne prouve qu'il n'y en ait pas d'autres. A mon avis, les Etats-Unis ont acquis la conviction qu'ils n'avaient plus besoin de l'Union soviétique dans l'établissement de l'Ordre mondial dont ils se veulent les maîtres, et qu'il y aurait plus de dollars à gagner si ce pays, débarrassé de sa classe collectiviste, s'ouvrait enfin aux banques et au négoce. En même temps, je crois que l'Allemagne va devenir la grande puissance juive de l'Occident. Plate-forme maîtresse de l'Europe fédérale que dirigera le ministère des finances européen rendu inévitable par l'euro, elle a besoin d'avoir les coudées franches à l'Est. Dans le chaos actuel, elle les a. Ce ne sont là que des intuitions. Demain, la réalité peut très bien les démentir et même les rendre ridicules... Je ne



suis pas sûr d'avoir raison. Avant de prendre congé, je me borne à vous dire ce que je crois, ce que je sens, ce que j'imagine, mes intimes convictions et mes certitudes, à mes risques et périls, comme je l'ai fait toute ma vie.

— **Avant que nous quittions ce sujet à jamais...**

— A jamais, on ne sait pas... En tout cas pour longtemps.

— **Oui, mais avant, puisque vous avez parlé du communisme et du judaïsme, parlez-nous aussi du nazisme et du judaïsme. Comment est né l'antisémitisme d'Hitler ? Comment s'est-il développé ? Comment en est-on arrivé aux monstruosité dont nous avons lu les récits et vu les images ?**

— Vaste sujet, et périlleux. Après chaque guerre, l'histoire est écrite par les vainqueurs. Mais, très vite, ou assez vite, selon les époques, des chercheurs découvrent des faits sur les origines et les causes du conflit, sur la conduite des opérations, sur la réalité de celles-ci et les légendes fabriquées, sur les conséquences de la victoire des uns et la défaite des autres, qui modifient les images imposées. Des discussions naissent. Des réfutations sont réfutées. Bref, on avance dans la connaissance réelle de ce qui s'est passé. C'est ce qu'on appelle le révisionnisme historique.

Plus de cinquante ans après la capitulation allemande, on sait qu'il est plus sévèrement interdit que jamais de le pratiquer aujourd'hui, surtout en ce qui concerne le problème juif dans la Seconde Guerre mondiale. Celui qui s'inscrit

en faux contre les “preuves” apportées par le tribunal des vainqueurs réuni à Nuremberg en 1945, et prétend en démontrer les inexactitudes et les falsifications, peut s’attendre à une persécution de tous les instants. Voyez Faurisson. Je peux en parler. J’ai été définitivement mis au ban de ma profession pour avoir demandé, dans *Minute*, qu’après la projection d’*Holocauste*, feuilleton télévisé présenté comme un documentaire, soit organisé un large débat entre les “exterminatio-nistes” et les “révisionnistes”, le professeur Faurisson en tête.

Si je m’étais autorisé cette audace, c’est, en partie, parce que je me souvenais d’un autre révisionnisme qui, au lendemain de la Grande Guerre, avait été soutenu par les mêmes mouvances politiques qui l’accablent aujourd’hui. Dans les années 20, ce révisionnisme-là s’attachait à démontrer que si l’Allemagne nous avait déclaré la guerre, en profondeur elle n’était pas la seule responsable de la boucherie qui fit chez nous un million et demi de morts et deux millions de blessés. Il critiquait le haut état-major et le pouvoir politique. Il dénonçait les mensonges de la propagande sur les atrocités allemandes, comme ces enfants aux mains coupées, dont on ne trouvait pas trace. Il analysait les témoignages, en montrait les erreurs, les emprunts aux rumeurs, les traces de l’intoxication par le bourrage de crâne. Je n’étais qu’un gamin, mais je me souviens encore du nom de Jean Norton Cru. C’était un Ardéchois — comme Vallat. Sur les quatre années de guerre, il avait passé trois ans au front comme caporal et sergent d’infanterie (28 mois de tranchées), et agent de liaison. Fort de cette expérience, il examinait scrupuleusement les récits des témoins et les commentait. Norton Cru fit scandale en révélant la vérité de la Tranchée des baïonnettes, née après la guerre. On racontait qu’une rangée de soldats debout, dans une tranchée, baïonnette au canon, s’étaient laissés enterrer vivants, sous les effets d’un bombardement qui éboula la terre sur eux. On les avait retrouvés parce que

seules les baïonnettes sortaient du sol... Norton Cru avait étudié toutes sortes de documents et cherché en vain, dans toute la littérature de guerre qu'il consultait, une allusion à cet événement. Il avait conclu que la légende était née, après l'armistice, dans l'imagination de touristes. Visitant les lignes de combat et voyant des baïonnettes sortir du sol, il n'en avait pas compris la signification. En réalité, ces baïonnettes marquaient l'emplacement où, au contact avec l'ennemi, les survivants avaient enterré les morts. Comme il n'y avait rien pour faire une croix, les soldats plantaient dans le sol les baïonnettes des défunts, la pointe vers le ciel. C'était l'habitude. C'est ainsi que lui-même avait procédé, une nuit de décembre 1914. Norton Cru battait en brèche les idées fausses sur la guerre. Comme celle-ci : « *Les bons soldats sont courageux, les mauvais soldats ont peur.* » Non, disait Norton Cru, tous les soldats sans exception ont peur et la grande majorité fait preuve d'un courage admirable en faisant ce qu'il faut faire en dépit de la peur (Norton Cru, *Témoins*, p. 28). J'ai retrouvé la même idée chez un ancien combattant allemand, un modeste caporal, qui écrivait :

(Bientôt) le romantisme du combat fit place à l'épouvante. L'enthousiasme se refroidit peu à peu et les jubilatons exaltés furent étouffés par la crainte de la mort. Il arriva un temps où chacun eut à lutter entre son instinct de conservation et son devoir. Et à moi-même cette lutte ne fut pas épargnée. Toujours, quand la mort rôdait, quelque chose d'indéfini poussait à la révolte, tentait de se présenter comme la voix de la raison au corps défaillant, mais c'était la lâcheté qui, sous de tels déguisements, essayait de s'emparer de chacun. Mais plus cette voix, qui engageait à la prudence, se dépensait en efforts, plus son appel était perceptible et persuasif, plus vigoureuse était la résistance, jusqu'à ce qu'enfin, après une lutte intérieure prolongée, le sentiment du devoir remportait la victoire (Adolf Hitler, *Mein Kampf* [Mon combat], NEL, édition originale, 1934, p. 166).

Norton Cru et ceux qui travaillaient dans le même domaine, mais avec un état d'esprit et des objectifs différents, de Fabre-Luce à Galtier-Boissière ou à Giono, déchaînèrent des protestations en chaîne, des attaques véhémentes, nourries souvent par ceux qui n'avaient pas subi l'épreuve du feu. La Chambre bleu-horizon — pas plus que celles qui lui succédèrent — ne vota pourtant pas de lois condamnant de droit commun à de la prison ferme, des amendes faramineuses et l'exclusion sociale, ceux qui se réclamaient de ce révisionnisme-là. Il était appuyé par le Parti communiste, le Parti socialiste, la plupart des radicaux, une frange de la droite "éclairée", les obédiences maçonniques, la Ligue contre l'antisémitisme et d'autres associations juives. Tous ne militaient pas seulement pour la vérité. Certaines têtes n'étaient pas sans arrière-pensées. L'Allemagne était devenue sociale-démocrate. La communauté israélite y était importante et organisée. Nous n'avions plus rien à redouter des Boches. Il fallait se dépêcher d'adoucir le traité de Versailles et d'œuvrer à la réconciliation.

Notre époque est moins clément. J'aurai beau affirmer qu'expliquer n'est pas justifier et que je me garde bien de faire l'apologie de quoi que ce soit, l'exercice est à risques. Je travaille sans filet. Le bénéfice de la bonne foi ne me sera même pas accordé. Né en 1920, Henri Amoureux avait traversé le siècle sans dommage. Il ne connaissait la prison que par ouï-dire. Il ignorait la persécution judiciaire. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, sa réussite parait le terrorisme intellectuel des plumes de la liberté d'esprit. Il aura suffi d'un témoignage au procès Papon pour ruiner cette fortune. On découvrait qu'en 1942 il avait débuté comme apprenti-rédacteur au quotidien *La petite Gironde*, à Bordeaux, qui paraissait sous contrôle allemand. Il fut aussitôt vilipendé par la défense, accusé de s'être fait l'auxiliaire de la Gestapo. Moi qui n'ai jamais renié mes engagements, ni ma fidélité

à Philippe Pétain, maréchal de France, chef légitime et légal de l'Etat français, je peux m'attendre au pire. Tant pis. L'heure est venue d'aborder le sujet tabou et de dire les choses dérangeantes simplement, comme elles me viennent, comme je les pense.

Adolf Hitler n'était pas né dans une famille antisémite. Son père, fonctionnaire des douanes, en poste à la frontière austro-allemande, servait l'Etat danubien multiracial, mélange de Slaves, de Germains, de Magyars, de Juifs, et se faisait volontiers l'avocat du cosmopolitisme. Devenu orphelin de père et de mère, Hitler s'installa à Vienne et se fit manœuvre, travailleur auxiliaire, puis aquarelliste, pour payer ses études de dessinateur et d'architecte. La brillante capitale du Mittel-Europa, célèbre par sa cour impériale, ses fêtes, son luxe, ses trésors artistiques, ses valse, ses chevaux, ses échanges de richesses, carrefour de civilisations, centre international commercial de première grandeur, comptait 200 000 Juifs sur deux millions d'habitants. Enorme proportion ! Dans la France de 1997, les Juifs sont moins d'un million pour cinquante millions d'habitants et nul ne peut contester le rôle éminent qui leur revient. On mesure ce qu'il devait être à Vienne. Le problème juif, Hitler mit pourtant des années à le pressentir. Cet autodidacte forcené, qui, sans le savoir, se préparait à son destin en lisant tout, le crayon à la main, ne découvrait pas l'antisémitisme dans les livres ou les journaux. Son pangermanisme virulent, sa haine des Habsbourg — qui, selon lui, « *slavisaient les Germains* » — le poussaient à apprécier le *Deutsche Volkblatt*, dont il désapprouvait cependant « *l'antisémitisme agressif* ». L'antisémitisme d'Hitler fut d'abord un antisémitisme de terrain et d'observation. Un antisémitisme de la rue, de “leçons de choses” et de réactions d'instinct. Celles-ci révoltèrent un jeune homme naïf et exalté. De 1900 à 1909, il prit conscience que les grands noms de la sociale-démocratie, du marxisme, de la banque, du commerce, étaient des noms juifs. Il fut surpris

en constatant que l'hostilité entre les sionistes (Vienne, la ville de Herzl, fut le vrai berceau du sionisme) et les Juifs libéraux était plus apparente que réelle. En parcourant les rues et les ruelles de la Léopoldstadt, il acquit la conviction qu'à Vienne la prostitution et la traite des blanches étaient aux mains des Juifs. Il l'a écrit :

La première fois que je constatai que c'était le Juif impassible et sans vergogne qui dirigeait de la sorte, avec une expérience consommée, cette exploitation révoltante du vice dans la grande ville, un léger frisson me courut dans le dos. Puis la fureur s'empara de moi (MK, p. 66).

L'artiste, le peintre malheureux qu'il avait été, le dessinateur supérieur qu'il estimait être, l'architecte bâtisseur de villes qu'il espérait devenir, s'indignait devant la décadence de l'art moderne, de la littérature et du théâtre de la Belle Epoque. Il n'avait qu'un mot pour les qualifier : « *des ordures* ». Or, *les neuf dixièmes de toutes les ordures littéraires, du chiqué dans les arts, des stupidités théâtrales* étaient, selon ce jeune homme en fureur, produits par des Juifs. Il ne lui en fallut pas davantage pour échauffer sa philosophie. La mode était à la science et aux systèmes scientifiques où, après des séries d'expériences, d'analyses et d'examens rigoureusement contrôlés, les postulats et les théorèmes sortaient les uns des autres comme des poupées russes, dans un ordre aussi harmonieux que logique et cohérent, si inattaquable qu'il arrachait l'admiration des amateurs. Tels se présentaient le marxisme, le freudisme, le sionisme, le positivisme, le nationalisme intégral (entre autres) et naturellement l'antisémitisme d'Adolf Hitler.

Quelques années plus tard, un événement majeur allait fortifier encore cette conviction déjà profondément ancrée dans la religion du futur Fürher. Après quatre années d'une guerre surhumaine et inhumaine, mais qui ne s'était jamais déroulée sur le sol allemand, après avoir cru, à plusieurs

reprises, en la victoire, quelques semaines seulement après avoir encore tenu Paris sous le feu de ses canons, l'Allemagne, l'orgueilleuse Allemagne, mettait un genou à terre et demandait l'armistice. Six mois plus tôt, voici ce que le maréchal Foch décrivait :

Le 21 mars 1918, à 4 heures du matin, un bruit de tonnerre éclate soudainement en France sur le front qui s'étend d'Arras à Noyon. C'est l'artillerie allemande qui entre en action sur une étendue de 80 kilomètres.

Pendant cinq heures, elle martèle nos positions, en anéantit les défenses et les défenseurs et, prolongeant en arrière, sur une dizaine de kilomètres, son œuvre de mort, empoisonne le terrain de ses projectiles asphyxiants.

A 9 heures, 50 divisions ennemies, un demi-million d'hommes, protégés par un épais brouillard, se lancent à l'attaque des tranchées alliées bouleversées. Les soldats allemands sont animés d'un élan enthousiaste et d'une confiance absolue. Les armées britanniques ont à faire face au plus formidable assaut de toute la guerre (*La seconde bataille de la Marne*, p. 108).

Le 11 novembre 1918, « *le plus formidable assaut de la guerre* » s'était soldé par le plus formidable échec. L'Allemagne avait perdu l'immense bataille. Si nourri qu'il fût au « *Deutschland, Deutschland über alles, über alles in der Welt !* », ce n'était pas une totale surprise pour le caporal Hitler. Blessé une première fois dans les marais de la Somme, en octobre 1916, il avait été ramené à l'arrière, dans un hôpital, près de Berlin. Il y avait trouvé la disette, le mécontentement, le découragement, l'éloge de la mutilation volontaire, le défaitisme et les Juifs.

Les bureaux étaient bondés de Juifs. Presque tous les secrétaires étaient Juifs, et tout Juif, secrétaire. Je m'étonnais de cette abondance d'embusqués du peuple élu et ne pouvais faire autrement que de comparer leur nombre à celui de leurs rares représentants sur le front (*MK*, p. 193).

Dans la nuit du 13 au 14 octobre 1918, Hitler fut encore blessé. Gazé, cette fois, au “gaz à croix jaune”, que les Anglais utilisaient près de Ypres. Ramené en Allemagne, à nouveau hospitalisé, à demi aveugle, c’est la grève qu’il trouva — la grève des munitions dont les troupes avaient été privées, puis la grève générale — et sa fille naturelle : la révolution. Elle couvait en octobre. Elle éclata en novembre, le 3, par la mutinerie de 20 000 marins dans le port de Kiel. Sous le ciel gris, les drapeaux rouges montaient aux mâts de pavillon du *Köning*, du *Komprinz-Wilhem*, du *Kurfürst*, du *Thüringen*, de l’*Heligoland*, du *Markgraf*. L’insurrection gagnait Lübeck, Altona, Brême, Wilhemshaven, Hambourg. Les casernes se joignaient aux bâtiments. A l’imitation des soviets de la Révolution d’octobre, des Conseils de soldats naissaient partout. Ils exigeaient l’abdication de l’Empereur, l’amnésie de tous les soldats condamnés, l’armistice, la paix, le droit de vote. Le Parti socialiste indépendant les appuyait. Marxistes-léninistes de doctrine, leurs militants les plus résolus s’appelaient les *Spartakistes*, en hommage à Spartakus, l’esclave révolté devenu chef de guerre civile. Ils avaient un nom : Liebknecht, Rosa Luxembourg, Kurt Eisner, Toller, Lebedour, Lauer. Ils étaient juifs, pour la plupart, comme la plupart des chefs bolcheviks. La masse de gauche et les Libéraux suivaient. L’Allemagne se trouvait dans une situation voisine de celle qu’avait connue la France en 1870 : sa défaite était surtout la défaite de l’Empereur, du système prussien et de la caste militaire. Du même coup, c’était la victoire des classes moyennes, de la petite bourgeoisie, du monde cosmopolite des affaires. Guillaume s’enfuyait en Hollande. Le 9 novembre, le social-démocrate Scheidemann proclamait la République, comme Gambetta et Jules Favre, après le désastre de Sedan, s’étaient dépêchés de proclamer la III<sup>e</sup> République, le 4 septembre 1870. A Berlin aussi, le pouvoir avait changé de main. Il appartenait désormais



aux parlementaires. N'était-ce pas un député du Centre, Erzberger, qui, mandaté par le Conseil des commissaires du peuple, participa aux discussions préliminaires à l'armistice ? A la surprise de Foch, il accepta les conditions draconiennes imposées par les vainqueurs :

Evacuation immédiate de l'Alsace-Lorraine... Evacuation de la rive gauche du Rhin et des têtes de pont... Livraison de 5 000 canons, 25 000 mitrailleuses, 3 000 mortiers de tranchées, 5 000 locomotives, 150 000 wagons, 1 700 avions, 5 000 camions... Livraison de 100 sous-marins, 8 croiseurs légers, 6 cuirassés... Les autres unités seront désarmées et gardées sous surveillance... Maintien du Blocus... Renonciation à l'Afrique équatoriale. (Jacques Benoist-Méchin, *Histoire de l'Armée allemande*, Albin Michel, T. 1, 1936, p. 47).

Le caporal Adolf Hitler avait rapporté de quatre années de batailles deux blessures, deux médailles (croix de fer de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> classe, la seconde rare pour un caporal) et une conviction inébranlable : l'armée allemande n'avait pas été battue. Même Ebert, le social-démocrate, l'ancien tailleur devenu le premier président des Commissaires du peuple, l'avait reconnu. Le 11 décembre 1918, à la porte de Brandebourg, à Berlin, en accueillant le retour de la Garde impériale et des régiments d'honneur, il s'était écrié :

— Je vous salue, vous qui rentrez invaincus des champs de bataille.

Pour le caporal Hitler, c'était l'évidence. L'armée allemande n'avait pas été vaincue. Elle avait été victime « *d'un coup de poignard dans le dos* ». Elle avait été trahie par l'arrière et, si l'arrière avait trahi, c'est qu'il avait été sourdement travaillé par la propagande bolchevique, donc juive. Ainsi, dans ce cerveau échauffé et simplificateur, se mirent en place les éléments d'un antisémitisme qui allait devenir une des bases du national-socialisme et du III<sup>e</sup> Reich.

Encore que le mot composé national-socialisme ait été emprunté aux Juifs. La NSDAP, le Parti national-socialiste des travailleurs allemands, fut fondé par Hitler en 1921. En 1919, le sioniste Viktor Ch. Arlosoff avait publié le manifeste *Der Jüdische Volkssocialismus* (le National-socialisme juif) pour le parti Hopoël Hozair se voulant le mouvement du *Volkssocialismus* (c'est-à-dire du national-socialisme). La théorie du sang et du sol avait d'ailleurs été exprimée, une quinzaine d'années plus tôt, par un Juif hassidique, Martin Buber, sous le titre *But und Boden* (le sang et le sol), (Mondlaer Sfar, *Revue d'histoire révisionniste*, n° 1, mai 1990, p. 41).

Pour nous, nous nous bornerons à constater que le Kaiser et son haut état-major, Ludenforff en tête, s'étaient servis des bolcheviks et des Juifs pour abattre le tzar, et que, maintenant, c'étaient des Juifs et des bolcheviks qui se débarrassaient du Kaiser et du haut état-major, Ludendorff compris. Ce genre de réflexion n'était pas de celles qui pouvaient distraire l'homme d'action qu'était Adolf Hitler de ce qu'il considérait désormais comme sa mission. Il voulait faire de la politique et cette politique jaillissait du jugement définitif qu'il portait sur la situation :

Si nous passons en revue les causes de l'effondrement allemand, la cause première et décisive fut la méconnaissance du problème de la race et surtout du danger juif (*MK*, p. 327).

— **C'est assez sommaire, non ?**

— C'est surtout moi qui le suis, obligé de simplifier et d'aller à grands traits. Toutes les doctrines d'ailleurs ont des aspects sommaires. Quand Charles Maurras estime que seule la monarchie absolue et héréditaire redonnera à la France son éclat, sa force, sa grandeur et son ordre, il est un peu sommaire. La justice qui condamna l'anti-allemand

viscéral qu'il fut depuis sa naissance à la réclusion perpétuelle et à la dégradation nationale pour trahison au bénéfice de l'Allemagne était une justice tout ce qu'il y a de sommaire. Karl Marx était un penseur sommaire quand il affirmait que la lutte des classes était le moteur de l'histoire. Quand le communisme aurait mis un terme à la lutte des classes, il n'y aurait plus d'histoire ? Marx était tout aussi sommaire quand il expliquait le Juif par l'argent. De même, les idéologies officielles qui déclarent sommaire le racisme, sans se donner la peine de le définir, de dire de quel racisme il s'agit, sont également des idéologies sommaires. A mon avis... Mais mon propos n'est pas d'étudier la politique raciste et antisémite du caporal Hitler. J'essaie seulement d'expliquer comment elle est née et comment elle s'est appliquée, c'est ce que vous me demandiez, n'est-ce pas ?

— **Exactement.**

— A cet effet, je voudrais répéter mes avertissements. Si j'ai lu et réfléchi sur ces sujets, au point que nous ne les quittons guère depuis le début de ces derniers "Derniers cahiers", je puis me tromper, commettre des erreurs ou des oublis. Ma science est courte et cette histoire si vaste... J'apporte ma pierre à l'édifice final, pas davantage... une contribution personnelle, originale et non-conformiste, je l'espère. Ainsi, je crois que le pouvoir hitlérien n'a pas eu **une** mais **des** politiques antisémites. Comme la monarchie française, du reste. Selon les rois, les siècles, les circonstances, les lieux. Parfois, les Juifs furent chassés, parfois ils purent s'installer, s'établir et continuer leurs entreprises. Parfois, ils furent spoliés, parfois ils purent s'enrichir. D'où viendrait leur fortune si le pouvoir royal les avait constamment obligés à rendre gorge ? Saint-Louis, qui leur imposa la rouelle, ne fut pas Louis XVI, qui s'apprêtait à

leur accorder une charte libérale. Les Juifs n'étaient pas traités de la même façon à Bordeaux, à Strasbourg ou à Paris, où il y en avait fort peu en 1789. Une centaine, dit-on. Les temps changent... De même, les politiques anti-sémites hitlériennes ont évolué selon les événements. Si elles avaient toutes des points communs (par exemple la réduction des activités de la communauté juive et de son importance en Allemagne), leurs buts immédiats, leur esprit, leurs techniques nous apparaissent différents. Prenons un exemple : la politique dite d'extermination. Le Tribunal militaire international de Nuremberg, celui-là même qui considérait Katyn comme un crime de guerre allemand, a établi une fois pour toutes que le III<sup>e</sup> Reich a conduit contre la communauté juive européenne une politique d'extermination. Il est strictement *verboten* de faire une réserve. Même une remarque peut entraîner des poursuites devant des tribunaux où la condamnation, au bénéfice d'associations humanitaires, est automatique. Comment faire alors, pour indiquer :

1° - Que le terme *extermination* est mal choisi. Du latin *exterminare*, il signifie depuis 1160 : « l'action de faire périr jusqu'au dernier ». Ce qui n'a pas été le cas. On en est bien heureux.

2° - Que si Hitler, Eichmann et les autres voulaient exterminer les Juifs, ils s'y sont pris d'étrange manière. Les premiers prisonniers des premiers camps de concentration ne furent pas les Juifs, mais les communistes. Au début, on n'y enfermait pas les Juifs parce qu'ils étaient juifs, mais parce qu'ils avaient commis un délit. Il y eut des périodes où les Juifs étaient autorisés à quitter le sol allemand à condition de n'emporter que quelques kilos de bagages. Ce n'était pas le meilleur moyen de les tuer. Parfois, en revanche, il leur était interdit de bouger. On leur tirait dessus s'ils essayaient de franchir la frontière. Dès 1934, une grande campagne de dénaturalisation des Juifs

fut ordonnée. Pourquoi se serait-on donné le mal de dénaturiser ceux qu'on avait décidé de supprimer ? Parfois les Juifs étaient considérés comme monnaie (on voulait les échanger comme des camions) ou, selon des coutumes séculaires, comme prisonniers à rançon.

En juillet 1940, les Juifs qui le peuvent passent en zone libre. En 1998, il est de bon ton de regretter que l'élection du maréchal Pétain, par l'Assemblée nationale que le président de la République, Albert Lebrun, avait réunie à Vichy, eût empêché le chancelier Hitler de nommer un gauleiter. En 1940, on trouvait peu de Français à raisonner ainsi, et encore moins de Juifs français.

A la surprise générale, l'occupation commença en douceur. Les Allemands étaient "corrects", ce fut le mot qu'on employait. Ils ne coupaient pas la main des bébés. Ils ne violaient pas les filles. Ils n'incendiaient ni les autobus, ni les automobiles. Ils ne dévalisaient pas les petits commerçants. Les Allemands si corrects considéraient les Juifs comme des ressortissants d'une nation internationale, engagée dans la guerre contre le national-socialisme raciste et antisémite. Ils les surveillaient, certainement. Ils s'efforçaient de les recenser. Mais ils ne les arrêtaient pas comme ils auraient arrêté les ressortissants britanniques. Il dut y avoir certains internements, j'ignore sur quels critères. Rien de bien méchant. Une de mes tantes était couturière Cité Popincourt. De nombreuses familles juives y logeaient, et pas des plus aisées, croyez-moi, pas des Rothschild. Ils bricolaient cahin-caha et vivaient dans l'inquiétude... d'être transférés en zone sud ! La rumeur assura que les Allemands voulaient y envoyer tous les Juifs, puisqu'ils s'y trouvaient bien. Mais les petits Juifs de la Cité Popincourt redoutaient de perdre leurs habitudes, leurs petits boulots, petites combines, marché noir. Ils n'avaient pas de souci à se faire. Vichy refusa net. Il y avait au moins 150 000 Juifs sur la Côte-d'Azur. Ça suffisait.

Quelques mois passèrent et tout changea. L'armée allemande attaquait l'Union soviétique. Un deuxième front se dessinait en France, le front des attentats communistes. L'appareil clandestin du Parti et surtout sa légion étrangère, la MOI (*Main d'œuvre immigrée*), reprirent du service actif. Le commandement allemand décida, dans un premier temps, d'organiser des représailles. Le meurtre de chaque soldat ou officier allemand entraînerait l'exécution de cinquante otages. La guerre était partout. Pour empêcher les terroristes de trouver refuge et soutien dans le maquis urbain de la communauté juive, les arrestations massives commencèrent, les rafles, l'étoile jaune, la déportation. Si la solution finale était l'extermination, le plan allemand avait été incohérent dès le départ. Ce qui peut surprendre chez un peuple aussi monolithiquement logique. Mais il y a parfois des enchaînements d'incohérences qui ne sont pas illogiques.

Pour ce qui est de l'extermination, du nombre exact de victimes juives, il faudra attendre longtemps encore avant d'être assuré d'une information honnête. Si les choses continuent à leur train actuel, il se peut même que ni nos enfants, ni nos petits-enfants, ni nos arrière-petits-enfants n'en sachent jamais rien. Dans son Walhalla, Hitler pourra continuer à répéter la phrase qu'il prêtait à Schopenhauer et qu'il répétait souvent : le Juif « *est le grand maître du mensonge* ».

Je lui laisse, et à Schopenhauer, la responsabilité de cette accusation. Il n'en est pas moins vrai que les révisionnistes n'ont jamais pu obtenir le grand débat public qu'ils n'ont cessé de demander à la télévision ou ailleurs. On a interdit au professeur Faurisson de s'exprimer lors du colloque de la Sorbonne. Au nom de la liberté d'expression, il leur fut répondu par des condamnations et des agressions. On n'a daigné répondre à aucune des questions qu'ils ont posées. Certaines mériteraient pourtant de

sérieuses explications. Elles ne leur ont valu que le silence ou l'injure. Il n'y a pas de raison pour que ça change...

— **Cher François, nous allons peut-être tourner la page ?**

— Bien volontiers. Ce qui ne signifie pas que je ne trouverai pas le moyen d'y revenir, sous un prétexte ou l'autre. Que voulez-vous... Je suis marqué à vie, comme jadis les bagnards...

— **Si nous tournons la page, nous ne changeons pas tout à fait de domaine. Il y a cinquante ans, quand les Français ne s'aimaient pas, une fois encore, vous appelez de vos vœux la grande réconciliation nationale, sans laquelle rien ne serait plus possible. Vos plus vieux lecteurs se souviendront d'un article intitulé : *A bas la haine !* Vous demandiez à une femme qui avait été torturée par le maquis de pardonner. Certains s'indignèrent de cette magnanimité. Ils la trouvaient déplacée. Elle était inopportune. Nous ne devons pas prendre l'initiative du pardon... Plus tard, Maurice Bardèche et Jacques Isorni tentèrent des tables rondes sur la réconciliation. Croyez-vous qu'elle soit encore possible aujourd'hui ?**

— Non. C'est trop tard. Nous avons perdu la bataille de la presse écrite d'abord, celle de la radio et de la télévision ensuite. En 1950, la réconciliation eût été sentimentalement possible. Les Français qui avaient vécu la défaite, l'Occupation, le pouvoir du Maréchal, la révolution de 1943-46, la plus sanglante de toutes les révolutions françaises, l'Épuration, étaient encore nombreux. mais la presse et la radio étaient entre les mains des résistancialistes socialistes, démocrates-chrétiens, gaullistes et communistes. En 1939, le Parti communiste possédait trois journaux. En 1945, il en avait dix-sept, et des organisations satellistes quatorze. En raison de la pénurie de papier, le tirage des quotidiens avait été fixé à 160 000 exemplaires, à l'exception de *L'Humanité* et de *Ce soir*, qui furent autorisés à tirer à 300 000 chacun. En 1939, la presse communiste représentait 4,6 % de la presse française. En 1945, 26,8 %. Le Parti socialiste ne pouvait pas se plaindre non plus. En 1939, il exploitait dix journaux qui représentaient 6,4 % de l'ensemble de la presse. En 1945, avec son annexe, le MLN, il en avait 25, soit 21 % de la presse libérée. Le monopole de la presse et de la radio s'exerça donc contre la réconciliation.

En 1950, avec l'élection des députés du groupe UNIR (Isorni, Tixier, Roger de Saivre), l'arrivée d'Antoine Pinay à la présidence du Conseil, et celle de René Coty à l'Élysée, le climat évolua favorablement. Le fond de l'air se réchauffait. Des rencontres existaient entre de grands combattants de la Résistance, et les maudits de l'autre camp. Des hommes comme Clostermann ou Rémy se déclaraient ouvertement contre la haine et l'exclusion. Revenu aux Affaires, en 1958, pour sauver l'Algérie et redonner un destin français à la France, disait-on, le général de Gaulle eût pu réaliser cette réconciliation. Il était le seul à pouvoir exaucer le souhait du vieux Maréchal : dormir à Douaumont, au milieu de ses soldats. Certains l'espéraient.



Je crois que dans le peuple français ce geste l'eût grandi. Ce fut le contraire qui se produisit.

Après l'abandon de l'Algérie française, le reniement des paroles données, des promesses faites, des serments (« *Moi, vivant, jamais le drapeau vert ne flottera sur Alger...* »), après les barricades et le "putsch" des généraux, après l'OAS, un nouveau fossé sépara les Français, une nouvelle épuration remplaça la première. La réconciliation, c'était désormais entre les partisans de l'Algérie française et le pouvoir barbouzard qu'elle devrait avoir lieu... Elle se fit plus tard, au coup par coup, à la tête du client, pour les plus accommodants, les moins raides. Puis, le temps fit son œuvre. Les *chicayas* et les appétits dérisoires donnèrent à l'oubli un goût amer. Pas plus que la première fois, nous ne réussîmes la grande réconciliation nationale. Nous ratâmes ce que le général Franco avait réussi à Los Caïdos où les frères ennemis dorment ensemble dans la terre espagnole, côte à côte, après avoir été face à face.

Bientôt, le manège tourna encore et revint à la case départ. Les fils de déportés découvrirent que l'Épuration avait été bâclée. Il fallait tout reprendre. Recondamner les morts, avec des attendus plus sévères, et demander des comptes sérieux aux vivants qui avaient cru passer entre les mailles. Un justicier, armé par les Droits de l'homme, vint chez Bousquet le flinguer à bout portant. Touvier gracié, puis obtenant un non-lieu, fut rattrapé au vol par la Cour de cassation et condamné à mourir en prison. Papon, à l'issue d'un procès fleuve qu'il terminera à quatre pattes, s'il le termine, risque fort de célébrer son quatre-vingt-dixième anniversaire en prison. A lire ou à entendre les communistes, la réconciliation ne paraît pas à l'ordre du jour. Secrétaire général du *Figaro*, Yann Clerc accepta en 1990 la présidence de l'Association de défense du maréchal Pétain. Robert Hersant n'y avait rien trouvé à redire. Et pour cause. Il lui disait souvent :

— Un jour, nous ferons un journal avec Brigneau !

*L'Express*, l'hebdomadaire de l'intelligentsia libre, découvrit ce pas de Clerc. Ce n'était pas difficile. Il ne dissimulait rien. Un papier parut qui résumait hardiment la situation : Pétain = Clerc = Hersant. Les lecteurs du *Figaro* s'en fichaient. Certains devaient être même bien contents. Les annonceurs, eux, ne cachaient pas leur affliction. On les rencontrait dans les couloirs, marchant à l'équerre sur leur pieds plats, le regard en berne et se tordant les mains. Était-ce possible ? Hélas !... Leur détresse devint fureur, et Robert Hersant, le tout-puissant directeur du *Figaro*, du *Figaro-Magazine*, du *Figaro-Madame*, du *Figaro-Télé*, du *Progrès de Lyon*, du *Dauphiné*, etc, dut céder à la vindicte des publicitaires. En quelques heures, Yann Clerc fut prié de quitter le *Figaro*. On le voit : l'heure n'est pas à la réconciliation nationale.

Plus d'un demi-siècle après la fin de l'Occupation et du gouvernement de Vichy, je me demande si je n'ai pas eu tort d'écrire *A bas la haine !* et si ceux qui me critiquèrent violemment n'avaient pas raison. Les bons sentiments, ici, n'étaient plus de mise. Ce n'était pas une question de pardon. C'était une question de justice. Elle ne nous fut jamais rendue. Le sera-t-elle jamais ? Là-haut, peut-être, mais ici ? Il m'arrive d'en douter.

**— Vous évoquez souvent le Maréchal et le rôle qu'il a joué dans votre vie. Je pense à sa devise : *Travail, Famille, Patrie*. Ce n'est manifestement pas le souci des gouvernements qui se succèdent en France. Quel rôle joue la famille dans un pays, selon vous ?**

— Je n'avais jamais lu *l'Action française*. Je ne connaissais Charles Maurras que de nom et par les caricatures de la presse de gauche, représentant un petit vieux pas propre, des journaux sous le bras, avec un gros nez qui bourgeonnait et une main en cornet à l'oreille, pour rappeler qu'il était sourd comme un pot. La bonté de la gauche ne lui a jamais été contestée. Quand j'ai entendu pour la première fois sa formule : « *La divine surprise* », alors qu'autour de moi, beaucoup s'en moquait, j'ai trouvé qu'elle exprimait exactement ce que je ressentais. Je venais de passer un mois dans une armée déjà noyée par le flot de millions de réfugiés hagards et assommés, écrasés de baluchons, flanqués de mêmes hurleurs, qui couraient de tous côtés sans savoir où aller. La France n'était plus qu'un champ de ruines. Les Allemands réduisaient le territoire national des deux-tiers. L'Angleterre, non contente d'avoir détalé à Dunkerque, bombardait nos bateaux et nos marins au mouillage à Mers-el-Kébir. Le pouvoir s'exerçait désormais dans une ville d'eau, lieu rêvé pour les dames à ombrelles, les messieurs à canotiers et les concerts de plein air, *Cavalliera rusticana* et la suite, que des orchestres à dolman donnaient sous le kiosque du parc. Pour la Révolution nationale, on eût préféré un autre décor. Mais il y avait le Maréchal.

Les jeunes hommes de vingt ans, dont j'étais, en voulaient à la terre entière. Ils n'étaient pour rien dans ce gâchis et ils allaient être les premiers à en faire les frais. Ils en voulaient à leurs parents qui les avaient bercés d'illusions et de fariboles. Leur petite enfance s'était passée dans une France en deuil, de femmes en noir et de monuments aux morts, dans l'odeur fade des gerbes. La grande crise économique avec ses cortèges de chômeurs, ses soupes populaires, l'angoisse sur les foyers sans feu, marqua la fin de l'enfance. Leur jeunesse s'était ébrouée aux chants de l'espérance. *Allons au devant de la vie, Allons au devant du matin*, le Front populaire vous apportera

le pain, la paix, la liberté. Mais le pain, c'était du pain de soldat à la sciure de bois. La paix, c'était la guerre et, qui plus est, la guerre perdue après un mois de combats. La liberté, c'étaient deux millions de prisonniers, toujours fringués en trouffions, mais sans fusil, derrière les barbelés, de l'autre côté du Rhin. Nous vomissions les chefs politiques qui avaient déclaré la guerre au nom d'un système politique aberrant, incapable de la supporter. A tort ou à raison, nous n'avions aucune estime pour les chefs militaires toujours à notre tête. Nous les trouvions démodés, incapables, vieux jeu. Des pantins, des fantoches, qui, pour oublier la raclée, organisaient des prises d'armes, mais pas sur l'ennemi, entre eux.

Le seul qui trouvait grâce à mes yeux était le maréchal Pétain. Son allure, sa présence, sa simplicité, son regard lumineux déclenchaient, chez ceux qui l'approchaient — ses promenades se faisaient sans gardes du corps à l'américaine ni service d'ordre — le mystérieux mécanisme de la confiance et de l'amour. Il aurait pu demeurer en Espagne ou exciper de son âge pour ne pas accepter le poids du fardeau dont on le chargeait. Il aurait pu fuir sur le *Massilia*, avec Mandel et les autres, comme l'en priait Paul Reynaud. Il aurait pu se retrouver à Londres. Nul doute que son passage en Angleterre aurait eu, en 1940, plus d'échos que celui du général de division, à titre temporaire. Mais il avait choisi de rester avec nous, au milieu de nous et il le disait dans une langue que nous ne devons jamais oublier :

Je sais par métier ce qu'est la victoire ; je vois aujourd'hui ce qu'est la défaite. J'ai recueilli l'héritage d'une France blessée. Cet héritage, j'ai le devoir de le défendre en maintenant vos aspirations et vos droits. En 1917, j'ai mis fin aux mutineries. En 1940, j'ai mis un terme à la déroute. Aujourd'hui, c'est de vous-mêmes que je veux vous sauver.

A mon âge, lorsqu'on fait au pays le don de sa personne, il n'est plus de sacrifice auquel l'on veuille se dérober. Il n'est plus d'autre règle que celle du salut public. J'ai été avec vous dans les jours glorieux. Chef du gouvernement, je suis et resterai avec vous dans les jours sombres.

Sa voix chevrotait. Elle aurait pu gêner. Mais ce qu'il disait ne chevrotait pas dans nos cœurs.

**— Tout le monde ne devait pas partager vos sentiments.**

— En 1940, je crois sincèrement que l'immense majorité des Français réagissait ainsi. Chez le petit peuple, où nous vaquions après l'exercice (très poussé... « *L'armée de l'Armistice, petite par le nombre, grande par la qualité* », disait le général Huntziger), nous ne rencontrons qu'un avis :

— Pour être dans le merdier, on est dans le merdier. Heureusement qu'il y a le Maréchal. Devant le vainqueur de Verdun, Adolf a intérêt à faire gaffe à ses moustaches.

Dans le *Figaro*, M. François Mauriac de l'Académie française ne s'exprimait pas autrement, de manière plus ornée toutefois.

En septembre 1942, quand j'ai été démobilisé après trois ans de service armé, toujours en qualité de deuxième classe, le sentiment n'avait guère changé. Dans le peuple en tout cas. Quand quelque chose n'allait pas, on se contentait de dire :

— Ah, si le Maréchal savait ça !

Dans les villages de l'Indre ou de la Vienne, où je patouillais et patrouillais le long de la ligne de démarcation, les populations paysannes n'étaient pas plus chaleureuses ni civiques qu'ailleurs. Au mur des cuisines-salles

de séjour, on voyait pourtant, à côté du calendrier des Postes, la photographie du chef de l'Etat. Les catholiques l'ornaient d'un brin de buis béni. Les mécréants, plus proches des biens de ce monde, vous offraient volontiers une rincette pour la route, et même deux. Cette générosité leur permettait de profiter de la tournée sans s'attirer les aigreurs de l'épouse. Nous levions nos verres au Maréchal, et, en allusion à 14-18, nous disions :

— Pourvu qu'il tienne !

Trois ans plus tard, il était condamné à mort sans un sursaut de ce peuple qu'il avait tant servi et qui m'avait paru si longtemps le vénérer. Sans que montât la clameur de l'indignation, nous l'avions laissé s'éteindre dans une casemate du fort de la Pierre-Levée, à l'île d'Yeu, choisie sans doute en écho grinçant à l'île du Diable où fut interné Dreyfus. L'enterrement fut très beau. La Maréchale exemplaire, quelques vrais dignitaires, un vol de photographes, des petites gens, venus malgré les difficultés, de toute la France, suivaient le corbillard des pauvres. J'ai beaucoup aimé cette simplicité. J'ai moins aimé l'attitude des touristes, leur indifférence goguenarde, leur débraillé bariolé. C'était juillet et les vacances... A l'heure des bilans et des jugements, je me demande parfois si ce n'est pas cette ingratitude qui m'a figé dans ma fidélité.

**— Plus que sa politique ? C'est étonnant de vous entendre dire cela.**

— Si, "globalement", la politique du Maréchal ne m'avait semblé être la seule utile pour la France, son rejet ne m'aurait pas révolté. Mais, dans le temps où ces événements se déroulaient en direct, je ne connais-

sais que les grandes lignes de cette politique. Je lisais peu les journaux. Je ne fréquentais pas de milieux informés, ou toujours en ébullition comme chez mon père. Il n'y avait que la radio et j'essayais de ne pas rater une allocution du Maréchal, sans toujours y parvenir.

La dissolution des loges et le statut des Juifs n'avaient pas dérangé grand-monde, à mon niveau et dans mon champ d'activités, en tout cas. (J'ose le dire : au contraire.) Les Juifs que nous rencontrions dans nos postes de garde, sur la ligne, n'en paraissaient pas très affectés. Ils étaient souvent roses et gras, avenants, débrouillards, volubiles, avec du pognon plein les poches, qu'ils offraient pour des opérations de récupération en zone occupée. Je ratais une affaire avec un grossium de Loches, qui portait une Légion d'honneur sur son pyjama. Il y avait beaucoup de monnaie à ramasser, mais le coup était tordu. Je réussis une autre fois pour aider le beau-frère d'un copain, nommé Charbit, à récupérer sa femme et sa fillette en bas âge. Avec mon pote Paul Scalvino, vernisseur au tampon à Bagnolet, nous menâmes à bien l'entreprise. Nous conduisîmes la mère, l'enfant et une valise de Paris à Châtellerault. Nous traversâmes la ligne à Pleumartin (Vienne). Tout le poste nous attendait. Le mari était heureux, le papa aussi. Mais la prime couvrit à peine les frais, quoique nous eussions déménagé, à la Bastille, un atelier de tailleurs frappé de scellés — et je doute que la médaille des Justes me soit accordée aujourd'hui.

Revenons à la politique du Maréchal. Elle était dans l'air du temps. Depuis 1930, toute une jeunesse, venue de la droite et de la gauche, cherchait, non sans confusion ni tâtonnements, à dépasser des notions de plus en plus gonflées de mots mais vidées de substance, en faisant l'alliance du national et du social. Malgré l'effondrement, peut-être

à cause de lui, le Maréchal se proposait de réaliser cette synthèse, dans les décombres, si nous en avions le courage, la volonté, la ferveur. Comment les aurions-nous refusés quand nous voyions, dans un même ministère, le maurrassien Raphaël Alibert (l'auteur des fameux statuts) siéger à la justice, aux côtés de René Belin, ancien secrétaire de la CGT, avec Jouhaux, devenu ministre du Travail.

Belin, le nom ne disait pas grand-chose à mes copains. Moi, je le connaissais bien. Nous le recevions tous les jours à la maison avec *Le Peuple*, le quotidien syndicaliste dont il assumait l'éditorial. Alibert-Belin ! Il y a seulement six mois, l'alliance eût été inimaginable. Je me demandais ce que mon père devait en penser. Elle m'enchantait.

Dans la direction qu'elle indiquait, tout devenait possible, à commencer par la création d'un système où le peuple eût été présent et le parlementarisme absent. L'équilibre n'est pas si facile à trouver. Je ne suis pas certain que le Maréchal, s'il avait des idées précises sur les fins du pouvoir et ses buts, en eût d'aussi nettes sur l'organisation de ce pouvoir, ses rouages, ses moteurs et ses garde-fous, en un mot sur la nature du régime qu'il espérait laisser à la France. Il ne voulait pas s'aliéner sa vieille garde maurrassienne et Maurras lui-même. Leur critique de la démocratie parlementaire, où l'étranger et ses lobbies trouvent leur puissance de la division et de la faiblesse de l'Etat, était la sienne. Il ne répudiait pas pour autant la République. Elle n'avait pas été abolie. Elle était en attente, comme les parlementaires, mis en congé avec solde jusqu'à ce que leur fût soumis la Constitution nouvelle. Celle-ci traînait. Le Maréchal sollicitait les avis. Les projets s'entassaient (dont celui de Vallat). Le Maréchal hésitait. On verrait...



On peut s'interroger s'il ne cherchait pas à gagner du temps, soucieux de ne pas recommencer les fautes du passé (fût-ce dans le sens contraire), de gérer le présent, en louvoyant, au coup par coup, pour protéger au maximum les Français, et de préparer la France pour qu'elle puisse retrouver son rang, quand la Providence aurait définitivement choisi son camp. Si cela est vrai, il aurait encore vu juste. La grande erreur que nous avons commise fut de croire qu'une Révolution nationale — donc nationaliste — était possible, avec l'armée ennemie qui venait de nous vaincre, sur notre sol. Notre jeunesse l'ignorait. Sa sagesse le savait — du moins je le crois. Il avait l'âge d'un vieillard mais le comportement d'un père, le Père temporel, en route vers l'éternité.

Je n'étais qu'un gamin, dont tout ce que j'écris aujourd'hui ne rend qu'une image imparfaite. Je ne passais pas mes jours, seul, à l'écart de la troupe, à méditer sur la faillite de la Troisième, sur le complot judéo-maçonnique, sur la conjonction capitalo-communiste, et même sur ce qui allait se passer quand le Fridolin, que je voyais à 200 mètres, juste avant le tournant, au bout de la route blanche, debout devant sa guérite, comme j'étais debout devant la mienne, avec son flingue à la bretelle comme moi, serait rentré chez lui. J'étais persuadé de ma mort prochaine, avant trente ans. Je l'avais rêvée depuis mes douze ou treize ans, dans un cauchemar qui revenait régulièrement, précédé de vertiges, de migraines et de fièvres à tremper le matelas. On m'entraînait au long d'un interminable corridor, vers une lumière rectangulaire et brillante. Elle grandissait, grandissait, éclairait des fusils qui luisaient dans l'ombre, et brusquement disparaissait dans le tonnerre de la déflagration. J'étais mort. La répétition de ce rêve prémonitoire attestait sa vérité. En conséquence, il s'agissait de vivre ardemment en attendant l'inéluctable. J'étais encore marqué par un amour perdu, un soir de novembre, devant la gare de Quimper, et je

revoyais souvent, comme si j'étais un spectateur, ce couple qui se séparait. Ils se frôlaient les mains pour la dernière fois. La pluie n'était pas seule à vernisser leurs visages, dans la lumière jaune des lampes de la guerre.

On le sait depuis Musset. A vingt ans, la détresse amoureuse n'empêche pas les aventures. Au contraire. On voudrait, par des comparaisons, prouver que ce qui avait disparu était irremplaçable qu'on n'agirait pas autrement. Et puis, il y a la curiosité... Le besoin de plaire, propre à calmer les angoisses du jeune homme... La vie, et la découverte de la bête humaine... Sans parler de mon tempérament, du signe du Taureau, rêveur mais paysan, le chapeau dans les étoiles mais les sabots dans les labours. Bref, au risque de vous décevoir, chère Anne, je ne voudrais pas que vous pensiez que Philippe Pétain fut le seul centre d'intérêt de mon existence. J'étais très avancé auprès d'une postière, éprise de poésie. A la faveur d'une corvée en ville, j'allais parfois à son guichet, pour des exercices comparés entre Victor Hugo et Paul Verlaine, de *Tristesse d'Olympio* :

*Que peu de temps suffit à changer toute chose  
Nature au front serein comme vous oubliez.*

à *Après trois ans* :

*Rien n'a changé. J'ai tout revu : l'humble tonnelle  
De vigne folle avec les chaises de rotin,  
Le jet d'eau fait toujours son murmure argentin  
Et le vieux tremble sa plainte sempiternelle...*

Elle écoutait, ses beaux yeux sombres posés sur moi, l'index gauche à la tempe, un tampon encreur dans la main droite. Visiblement, le vers la remuait.

L'adjudant de compagnie, Cyrille Robin, ne lui était pas non plus totalement indifférent. Je me demandais ce

qu'elle pouvait lui trouver. Grand, énorme même, massif, mais portant bien l'uniforme fantaisie, d'un blond roux, avec une tête triangulaire, il ressemblait à un lapin, de l'espèce dite "Géant des Flandres", mais un lapin avec un képi, et quel képi, haut-de-gamme, légèrement incliné sur la droite, comme Jean Gabin, dans *Quai des brumes*, que vouliez-vous faire contre ça ? Surtout avec le calot, dit aussi "bonnet de police", dont les pointes dressées ruinait le charme mystérieux dont j'aurais voulu charger mon regard.

L'adjudant Robin avait le parler lent des hommes d'expérience, mais le déplacement rapide qui favorise l'action. Il possédait un vélo à pneus demi-ballons, avec guidon à la papa, marque *Hirondelle* (de Saint-Etienne). Le cas échéant, il lui aurait permis de retrouver vite, dans la campagne, une demoiselle à bicyclette. A quatre ou cinq kilomètres des commérages, il y avait des petits bois, faits pour les sous-préfets. Parfois, l'après-midi, quand nous partions pour l'exercice, je voyais l'adjudant Robin filer sur son *Hirondelle*. Un sandow en x fixait une toile de tente sur le porte-bagages. Mon cœur se serrait. Le sergent criait :

— Une, deux, une, deux... pas cadencé, nom de Dieu...  
Décroise ta crosse, Pichavant, tu trimballes pas une gaule... Allez, on chante :

*Fanchon, quoique bonne chrétienne  
Fut baptisée avec du vin  
Un Bourguignon fut son parrain  
Une Bretonne sa marra-ai-ne...*

L'armée du Maréchal avait remis en honneur les vieilles chansons de chez nous, pour que nous cessions de traverser les villages en saluant la gloire de notre grand-père pavoisant dans l'escalier. Ma voix manquait au chœur.

— C'est drôle comme on parle rarement du rôle des femmes sous l'Occupation. Deux millions d'hommes en moins, entre vingt et quarante ans, des pères, des maris, des amants, des fils, des frères, dont beaucoup furent absents, cela a dû causer des drames et poser des problèmes de tous ordres, de la liberté découverte aux responsabilités accrues, sans parler de la précarité et de la solitude. Qu'en pensez-vous ?

— Je pense que les femmes de France ont gagné l'Armistice. Si le vélo (sur route) est un sport individuel, qui se pratique collectivement, l'histoire est un sport collectif qui se pratique sur le terrain en individuel. A votre question, on pourrait apporter mille réponses particulières, mais la seule qui compte est d'ordre général. Aux moralistes de conversation qui portaient parfois des jugements sévères, je répondais toujours :

— Imaginez ce qui se serait passé si un cataclysme social avait jeté deux millions de femmes en prison, dans une terre lointaine ? Le veuvage dont on ne savait combien d'années il pouvait durer, combien d'hommes seuls l'auraient supporté ? Combien de ménages auraient résisté ? Combien de prisonnières auraient-elles été assistées, soutenues, attendues pendant cinq ans ? Que seraient devenus les gosses et la maison ?

Dans l'ensemble, les femmes de France ont été à la hauteur de la tragédie. Quand j'ai appris que l'on décorait les prisonniers, j'ai troublé l'émotion générale en déclarant :

— Ce sont leurs femmes qui mériteraient la médaille !

Dans des difficultés dont le dixième mettrait la moitié du pays en grève et l'autre en rébellion, le froid, la faim, le chagrin, la peur, un dénuement qui, dans certaines régions, certaines villes et pour certaines catégories fut terrible et interminable, cinq ans, les femmes ont été en première ligne du combat quotidien. Elles ont travaillé seize heures par jour, huit heures dehors, huit heures dedans. Elles ont tenu la maison. Elles ont tenu les mômes. Elles ont appris à mitonner des ragoûts de mouton sans mouton et à faire rissoler des topinambours sans beurre. Elles ont surmonté la solitude et la tristesse en chantant :

*J'attendrai, le jour et la nuit*

*J'attendrai toujours*

*Ton retour...*

Le plus admirable, c'est qu'elles n'en ont pas parlé. L'époque était pudique. Même ceux qui ne l'étaient pas faisaient semblant de l'être. Tout le contraire d'aujourd'hui. On ne se plaignait pas. On serrait les dents. On serrait les fesses. On essayait de s'en sortir. On cachait ses misères, ses faiblesses et ses fautes, alors qu'il est si bien porté, maintenant, de les étaler. La religion traditionnelle était celle du confessionnal, non de la confession sur l'estrade, en plein vent et en public.

Ce comportement, vieux reste d'une éducation qui commençait déjà à s'effiloche, l'épreuve le renforçait encore. Dans la Bretagne maritime, nos églises tapissées d'ex-voto le montraient, même aux mécréants : Dieu n'est jamais plus présent que dans les naufrages. Reçus comme des punitions, les malheurs de tous rappelaient à chacun ses péchés. Je n'ai jamais vu autant de fidèles et plus ardents qu'en prison. Sous l'Occupation, les églises étaient pleines. Le vieux fond religieux a aidé les femmes à être comme il fallait qu'elles soient.

## — Mais les femmes tondues ?

— Les femmes tondues ne condamnent que les coiffeurs de l'Épuration. Je vous ai fait une réponse globale. J'ai vécu la guerre en France, les yeux grands ouverts. Sans que mon tableau soit forcé ou flatté, je n'ignore pas les touches contrastées qui le composent. Elles ne démentent pas l'ensemble. Depuis l'Antiquité, l'amour existe, toutes les formes d'amour, de l'amour-passion à l'amour passe-temps qui ont saisi des hommes et des femmes appartenant à des familles, des villes, des nations, des races ennemies. Ces amants appartiennent à la légende et à l'histoire. Elles ne les ont pas accablés. Je ne me sens aucun droit de juger les Françaises qui ont été séduites par les soldats allemands, comme je me garde bien de juger les prisonniers de guerre français qui, dans les fermes de Poméranie ou d'ailleurs, profitaient du charme française pour séduire les fraulein tandis que leurs maris se battaient à l'Est, jusqu'à la mort, pour protéger l'Europe, donc la France, du bolchevisme. Ne l'oublions pas, svp....

Les femmes de France ont fait leur devoir. Peut-être pas toutes... peut-être pas tout leur devoir... peut-être pas tout le temps. Ce n'étaient que des femmes, et les héroïnes sont aussi rares que les héros. Il y en eut qui ne furent pas fidèles. Certaines étaient déjà infidèles quand leurs époux n'étaient pas encore prisonniers. L'infidélité est très grave, surtout celle des autres. Mais elle n'était pas plus grave sous l'Occupation qu'avant. A mon avis, elle était moins grave. Elle avait des circonstances atténuantes, s'il en faut. J'ai vécu sous les bombardements des populations civiles par les joyeux cuisiniers anglo-américains, qui, on s'en souvient peut-être, ne faisaient pas d'omelettes sans casser les œufs. J'ai observé combien les corps avaient besoin d'autres corps, quand la terre tremblait sous les bombes d'une demi-tonne... Il y a une quinzaine d'années, le cher

Jean Cochet me demanda, à la fin d'un entretien, ce que la vie m'avait appris d'essentiel. Je lui ai répondu : « *La pitié.* » Je n'ai pas changé... Ajoutons que, sans infidélité, il n'y aurait ni romans, ni pièces de théâtre, ni tragédies ou comédies, ni films. Ce serait dommage.

Alors, si vous voulez bien, nous nous contenterons de la réponse politique que je crois importante et vraie. On voudra bien m'excuser d'avoir enfourché mes dadas. Au moment de prendre congé, comment aurais-je pu ne pas revenir sur ce qui a dominé, éclairé et écrasé tout à la fois mon existence ? En m'excusant d'avoir été trop long, toujours trop long, et cédant trop aux digressions — comment faire autrement sur des thèmes aussi foisonnants ? — je vous promets d'essayer de faire mieux la prochaine fois, d'être plus concis, plus léger (?), afin de terminer en apothéose mon dernier *Dernier Cahier*.

*Novembre 1997-Février 1998*

(La suite et fin avant l'été... si Dieu le veut.)





**Achévé d'imprimer en mars 1998**  
**LES PRESSES LITTÉRAIRES — 66240 Saint-Estève**

**Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 1998**  
**N° d'impression : 17209**



François Brigneau

# Quand les armes se sont tues...

*Rencontres et entretiens avec*

Léon Degrelle  
Otto Skorzeny  
Le colonel Rémy  
El Campesino  
Leni Riefenstahl  
Turco Westerling  
Arthur Koestler

PUBLICATIONS F.B.

## Avant de prendre congé...



Dessin de Konk, paru dans *National Hebdo*.

### Sommaire

• Confidences sur les Cahiers • Dans le camp retranché • Indésirable à *Minute* • Le rapport des forces politiques avant la guerre • L'AF et *Présent* • Un silence de synagogue • Les intellectuels et le communisme • Citations à l'ordre du déshonneur • Jacob Schiff • Le sionisme dans la Première Guerre mondiale • Judaïsme et bolchevisme • Armand Hammer • Trois "détails" • Le sionisme dans la Seconde Guerre mondiale • La déclaration de Kennedy (père) • L'URSS, Israël et le secret atomique • L'URSS antisémite ? • Sur le révisionnisme • Naissance de l'antisémitisme chez Adolf Hitler • Nuremberg • Tentative d'explication d'un mystère • La réconciliation à l'heure du procès Papon • Le Maréchal et moi • Le jeune homme que j'étais • Les femmes françaises ont gagné l'armistice.

Publications FB

21, rue Mademoiselle, 75015 Paris

Prix : 70 F